

Rencontre-débat
lundi 27 mai à 20 heures

à l'ASIEM, 6, rue Albert de Lapparent 75007 Paris
(rue qui débute au 24 avenue de Saxe.
Métro : Ségur. Bus : 28, 39, 48, 70, 92)

Les conférences de Camp David et de Taba

par Camille Mansour,
professeur de droit à l'Université Paris I, membre du comité de rédaction de la Revue d'études palestiniennes
avec Stéphane Hessel, ambassadeur de France et Jean Lacouture, écrivain

Trop, c'est trop !

BULLETIN DE LIAISON. MAI 2002

Sommaire

page 3 « À vous la parole... »
par Madeleine Rebérioux

page 5 Appel des
intellectuels palestiniens
des territoires occupés

page 6 Texte « Trop, c'est
trop ! » paru dans Le Monde

page 7 « Des jours sombres »
par Idan Landau

page 8 Lettre d'un
Palestinien à un Israélien
par Hakam Kanafani
Chronique de Ramallah
par Amira Hass

page 11 « À Ramallah, nous
avons fondé la Palestine »
par Zeev Sternhell

page 12 Les voix pacifistes
parmi les militaires
israéliens.
Textes des réservistes
de Tsa'hal et de Yesh Gvul
contre l'occupation
des territoires palestiniens

page 13 « L'État palestinien
sans délai »
par Étienne Balibar

page 14 Appel de 40
internationaux
des missions civiles

page 15 Lettre aux candidats
à la présidence de
la République parue dans
Le Monde du 18/04/02

page 16 Convergences
Palestine/Israël

page 16 Adresses utiles

Amis,

Mon état de santé m'empêche d'être parmi vous comme je l'aurais souhaité. Mais ma longue vieillesse me permet au moins de témoigner de deux engagements de ma part qui, tout en ayant été successifs, demeurent inséparables au regard d'une bien cruelle réalité actuelle. D'abord, au temps de l'occupation de la France durant la seconde guerre mondiale, notre engagement au Témoignage chrétien clandestin m'a valu, ainsi qu'aux miens, d'échapper de justesse à la Gestapo. Sans de faux papiers procurés à de nombreux juifs, ceux-ci eussent été voués à une mort certaine. Ensuite, au cours de la guerre d'Algérie, nous avons échappé de justesse aux assassins appartenant à ce qui a fini par s'appeler l'OAS. Cependant, aux yeux de Guy Mollet et des siens, nous avons été jugés hors-la-loi, et moi un moment emprisonné, pour avoir travaillé avec le FLN à un retour à la paix, seul rendu possible par l'accession du peuple algérien à l'indépendance.

Dans l'un et l'autre cas, nous nous sommes trouvés relativement un très petit nombre à opter pour les armes de la clandestinité et de la résistance afin de nous opposer aux gouvernements successifs, de droite ou de gauche, fidèlement servis par la plupart des médias aux ordres.

Aujourd'hui, en veillant à condamner d'entrée de jeu l'intolérable, mais inéluctable, enchaînement du terrorisme et du contre-terrorisme, les signataires de « Trop, c'est trop ! » ont, que je sache, montré assez clairement par là que, militants des droits de l'homme, ils n'avaient évidemment renié aucune des deux solidarités affirmées naguère en faveur des victimes, juives puis musulmanes, du racisme et du colonialisme.

Honte au contraire à ceux qui refusent de reconnaître qu'ait été délibérément, à l'origine de l'actuelle phase du conflit en Proche-Orient, le provocateur criminel qui, à la fin d'une carrière toute de sang, est devenu premier ministre de son pays et s'acharne à substituer aux tentatives antérieures de paix une guerre totale ! Une guerre qui, après avoir mis en danger l'existence même de la Palestine, aboutira fatalement plus tard à une catastrophe pour Israël.

De toute façon, comment pouvoir aujourd'hui admettre que ce soient les descendants des victimes de l'antisémitisme qui, au nom d'un néocolonialisme du type le plus conquérant, continuent de refuser aux Palestiniens une indépendance qui aurait dû être reconnue dès 1948, ou au moins dès 1967 avec l'accord de l'ONU ?

Dans cette période de campagne présidentielle en France, je trouve particulièrement scandaleux que, voulant comptabiliser les voix pouvant venir aussi bien des juifs que des musulmans, aucun des candidats n'ait jusqu'à présent annoncé clairement avoir renoncé à se faire les piètres sous-fifres de l'horrible cohabitation Bush-Sharon, hypocritement couverte par la double impuissance des Nations dites Unies et d'une Europe aux abonnés absents.

Cela dit, s'il est vrai que « **trop, c'est trop** », c'est aussi « **trop peu** » que de compter sur la parole pour couvrir la voix de ceux pour qui le Proche-Orient est d'abord le pays du pétrole ; et non celui d'êtres humains face à face, et tous ensemble à sauver. Courage donc, amis : il reste beaucoup à faire.

André Mandouze

Correspondances et contributions financières (chèques à l'ordre de **LDH Trop, c'est trop** BP 600 75870 Paris Cedex 18)
Adresse e-mail : ldh@wanadoo.fr Site internet : www.ldh-France.asso.fr

Washington, 20-22 avril 2002

Plus de 200 organisations regroupant des citoyens vivant dans l'ensemble du pays avaient appelé à manifester à Washington sur des mots d'ordre divers tels la lutte contre le racisme, contre la mondialisation, pour la paix dans le monde, pour une justice sociale « globale », contre toute discrimination sexuelle ou ethnique ou encore pour le respect des droits civiques. Des groupes très variés allant de l'extrême gauche aux représentants de nombreuses Églises. Mais, à la surprise des organisateurs, l'action conjuguée d'associations telles que Tikkun, Peace Now, Not in my Name, International Answer et de divers comités de solidarité avec la Palestine dans les semaines qui ont précédé, a transformé ce scénario initial en la plus grande manifestation de soutien au peuple palestinien qui se soit jamais déroulée aux États-Unis.

La presse a peu commenté cet événement mais on peut en trouver l'écho détaillé dans le journal de gauche *The Nation* ainsi que dans le *Washington Post*. On y apprend que plusieurs marches se sont succédées du samedi 20 au lundi 22, aussi bien autour de l'hôtel Hilton, où se déroulait une conférence israélo-américaine avec trois anciens premiers ministres d'Israël, que près du Capitole. La police attendait 20 000 personnes, il y en avait 75 000 samedi, lors du défilé le plus important. Venus dans plusieurs centaines de cars de Seattle, Houston, Salt Lake City, Detroit, Minneapolis, Boston, New York, Philadelphie, etc., les manifestants dont beaucoup étaient juifs ou immigrés du Moyen Orient ont été rejoints par plusieurs douzaines de rabbins orthodoxes indignés eux aussi par le soutien de leur gouvernement à Sharon. Les descriptions que l'on peut lire de ces trois journées évoquent les rassemblements qui se sont tenus à Paris, y flottaient les mêmes drapeaux noir, rouge et vert, les mêmes cris de « *We are all Palestinian* » et la même révolte contre les crimes et les conséquences de l'occupation israélienne.

Henri Korn

Not in My Name!

www.nimn.org
«For Jews who no longer tolerate Israeli government brutality against Palestinians» (Chicago)

Tikkun Magazine

www.tikkun.org

International Solidarity with the Palestinian People

www.palsolidarity.org

International ANSWER

(Act Now to Stop War & End Racism)
www.internationalanswer.org

La Paix Maintenant (États-Unis)

www.peacenow.org

American-Arab Anti-Discrimination Committee

www.adc.org

Z Magazine et Z Net

(gauche libertaire des États-Unis)
www.zmag.org/ZNET.htm
pour lire Noam Chomsky, Stephen Shalom, Michael Albert, John Pilger, Robert Fisk, etc.

La réunion du 5 avril à Paris

Les signataires de l'appel « Trop, c'est trop ! » ont été conviés à se réunir le vendredi 5 avril à Paris, à l'ASIEM (6, rue Albert de Lapparent 75007 Paris).

La convocation informait que, trois mois après le lancement de « **Trop, c'est trop !** », l'appel avait reçu plus de 4 000 signatures, mais aussi que l'humiliation imposée au peuple palestinien, la « guerre asymétrique » qui l'oppose à Israël n'avait pas reculé.

Elle annonçait que les premiers signataires faisaient les suggestions suivantes :

- ne pas constituer « **Trop, c'est trop !** » en association : nous n'avons pas de charte politique propre à proposer.
- désigner un petit groupe de responsables habilités à assurer tous contacts, appeler avec d'autres à une manifestation, rédiger un communiqué, etc.
- organiser à Paris, et en province des débats sur des points qui font question, sur des thèmes qui, dans une société détruite, vont dans le sens de sa reconstruction et de l'affirmation de ses droits (dont le peuple israélien a aussi besoin).

Près de 400 personnes sont venues à cette réunion et de nombreuses autres, tel André Mandouze dont on a lu le message, avaient fait connaître leurs regrets de ne pouvoir être parmi elles.

Présidée par Alain Joxe, qui était entouré de Madeleine Rebérioux, Pierre-Vidal Naquet ainsi que du responsable de la revue de la LDH, *Hommes et Libertés*, Gilles Manceron, l'assemblée a d'abord entendu l'exposé introductif de Madeleine Rebérioux, que l'on trouvera plus loin. Lors du débat qui a succédé, une cinquantaine de personnes ont pris la parole. L'ensemble des intervenants ont été d'accord pour multiplier les initiatives de soutien aux Palestiniens et aux mouvements d'opposition en Israël à l'occupation des territoires. Une discussion de fond a porté sur l'objectif à encourager : création des deux États ou intégration de tous les Palestiniens et Israéliens dans un État laïque sur toute la Palestine ? Le point de vue de la grande majorité des participants a été que, dans la situation actuelle, la création d'un État Palestinien à côté d'Israël, était à la fois l'objectif qui correspond le mieux aux aspirations des deux peuples et le seul moyen de faire reculer la violence dans l'immédiat.

Les propositions formulées dans la convocation ont été globalement approuvées, et, parmi les questions posées et les propositions d'actions formulées, on peut relever les idées suivantes :

- la nécessité d'une veille médiatique pour observer la manière dont les médias rendent compte des événements de Palestine et d'Israël, afin de réagir aux manques et aux déformations des faits ;
- la mise à l'étude de poursuites judiciaires contre Ariel Sharon ;
- l'idée d'un sit-in ou d'une manifestation à proximité de l'ambassade d'Israël ;
- la nécessité d'alerter l'opinion sur les violations des Conventions de Genève par les troupes israéliennes dans les territoires palestiniens occupés, de constituer des dossiers sur ces violations et d'étudier la possibilité de recours à leur sujet ;
- la question des pressions et sanctions françaises et européennes contre le gouvernement israélien pour qu'il cesse son occupation des territoires (suspension des accords de coopération ? rappel des ambassadeurs ? etc.) ;
- le suivi de la situation des prisonniers palestiniens en Israël, en collaboration avec les associations de défense des droits de l'homme – Amnesty international, la Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH), etc... – avec constitution de dossiers précis sur chacun ;
- l'idée d'une lettre aux candidats à la présidence de la République pour attirer leur attention sur la nécessité de soutenir la création d'un État palestinien pour la paix au Proche-Orient ;
- le besoin de rétablir les faits sur les positions palestiniennes à Camp David et à Taba pour répondre aux accusations formulées à l'égard d'Arafat d'y avoir refusé la paix.

En outre, à la fin de la réunion, un Comité de pilotage de « **Trop, c'est trop !** » a été désigné pour assurer le suivi de ces propositions. Il comprend : **Madeleine Rebérioux, Stéphane Hessel, Pierre Vidal-Naquet, Étienne Balibar, Nicole Bernheim, Olivia Elias, Alain Joxe, Henri Korn, Gilles Manceron, Abraham Ségal** et **Géraldine Sourdot**.

La Ligue des droits de l'Homme a accepté de continuer d'assurer le soutien matériel de « **Trop, c'est trop !** » en soutenant la logistique de cette initiative (salles, bulletin, etc.) et en recueillant les correspondances et contributions financières (chèques à l'ordre de **LDH Trop c'est trop** BP 600 75870 Paris CEDEX 18). Adresse e-mail : **ldh@wanadoo.fr** Site internet : **www.ldh-france.asso.fr**

Depuis, le Comité de pilotage a :

- envoyé une lettre aux candidats à la présidence de la République (à l'exception des deux candidats d'extrême droite) qui a été publiée dans *Le Monde* du 18 avril 2002 ;
- communiqué nos textes, via internet, dans divers pays, notamment en Israël et aux États-Unis ;
- préparé l'édition du présent bulletin ;
- aidé à la préparation de réunions « **Trop, c'est trop !** » dans les régions ;
- organisé une prochaine réunion sur les négociations de Camp David et de Taba, avec notamment Camille Mansour, Stéphane Hessel et Jean Lacouture (voir première page).

Gilles Manceron

À vous la parole... *par Madeleine Rebérioux*

*Quand nous avons intitulé « **Trop, c'est trop!** » un texte rédigé le 13 décembre 2001 et dont Le Monde a publié les deux mille premières signatures le 30 décembre, puis le 13 janvier 2002, nous ne nous attendions certes pas à entendre Monsieur Bush clôturer de la même manière l'allocution qu'il a prononcée le 4 avril: après quelques remarques méprisantes jetées, pendant son précédent week-end, du rocking-chair où il se balançait dans son ranch du Texas, en direction d'Arafat réduit dans Ramallah à s'éclairer à la bougie, il annonçait que les Etats-Unis d'Amérique, première puissance mondiale, se préparaient à réintervenir dans la tragédie palestinienne.*

Pour notre part, le 13 décembre, nous avons exprimé la honte que nous inspirait l'encerclement dans Ramallah du dirigeant élu de l'Autorité palestinienne par les tanks israéliens. A cette date ceux-ci n'avaient pas encore pénétré dans la ville, détruit maisons et bâtiments administratifs, attaqué le palais présidentiel. Ces actes étaient prévisibles. Ils n'avaient pas encore eu lieu. En formulant, mieux que notre protestation, notre indignation, nous déclarions que même « les attentats inacceptables commis par des kamikazes » ne pouvaient les justifier. Nous en appelions contre les tanks de Tsahal au peuple israélien, à ses traditions démocratiques et patriotiques, nous en appelions à tous les peuples.

*Certes « **Trop, c'est trop!** », ce court appel sur la base duquel nous sommes réunis aujourd'hui, 5 avril, n'était pas ce qu'on appelle un texte équilibré. Se situant clairement du côté des occupés, des humiliés, il n'avait rien des communiqués dont par ailleurs j'admire l'utilité et à la rédaction desquels il m'arrive, comme à vous tous, de participer. J'ai eu l'occasion de le dire à l'ambassadeur d'Israël en France, M. Elie Barnavi, lorsqu'il nous a reçus, à notre demande, le 25 février, Michel Tubiana, président de la LDH – il s'excuse d'être absent ce soir –, Marcel-Francis Kahn et moi. Ce n'était pas non plus – nul besoin de commentaires – un texte qu'on pouvait soupçonner d'antisémitisme, ni d'hostilité au peuple israélien.*

J'aimerais penser que M. Bush donne à la conclusion de

son allocution le même sens que celui que nous avons conféré à notre appel. A vrai dire je n'en suis pas très sûre... Mais nous allons pouvoir en débattre tout à l'heure: mon intervention n'a pas pour but de vous proposer des analyses, mais d'entendre les vôtres.

*Je voudrais auparavant m'expliquer sur les suggestions datées du 25 mars que vous avez reçues. Elles ne constituent ni un recul ni une compromission, ni même un compromis. Elles ont été rédigées par quelques-uns uns des « premiers signataires » – ni une élite, ni un titre de gloire! – que j'étais parvenu à réunir. Elles exprimaient le désir d'approfondir la démarche originale et originelle de « **Trop, c'est trop!** », en en conservant l'esprit. Elles l'exprimaient à un moment où aucune des grandes villes de Cisjordanie, ni Bethléem, ni Naplouse, ni Ramallah, n'était envahie.*

En dix jours la situation a changé, dramatiquement. C'est pourquoi mon premier message, ce soir, sera pour vous appeler à occuper la rue, à nous mobiliser dans l'urgence, comme le 23 et le 30 mars, à défiler de Denfert-Rochereau, cette fois, à la Bastille, ce samedi 6 avril. Voici les mots d'ordre communs sur lesquels manifesteront des dizaines de milliers de Parisiens. Ils n'ont pas été, croyez-moi, faciles à mettre au point. Je vous les indique; vous les trouverez de toute façon sur le tract diffusé à l'entrée de cette salle; entre maintes organisations amies ils sont contresignés par la LDH, le MRAP, France-Palestine Solidarité, la CIMADE, le Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient (Georges Labica ne peut être présent ce soir), la CGT, la FSU, l'Union juive française pour la paix, la LCR, le PCF, etc.

Et voici notre bannière commune (elle n'exclut pas que d'autres mouvements défilent avec d'autres mots d'ordre: la rue est libre, dès lors que toute manifestation de racisme est absente): soutien à la résistance du peuple palestinien contre l'occupation!

Il faudra bien que l'ambassade d'Israël en France, que ceux qui sont candidats à diriger ce pays, que le gouverne-

Soutien à la résistance du peuple palestinien contre l'occupation

Les organisations sousignées appellent à une grande manifestation le samedi 6 avril, à 15 heures, de la place Denfert-Rochereau à la place de la Bastille

- Pour le retrait immédiat des troupes israéliennes des territoires occupés;
- Pour l'envoi immédiat d'une force internationale de protection du peuple palestinien, à l'initiative de la France;
- Pour la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël;
- Pour les droits nationaux du peuple palestinien et l'application des résolutions des Nations unies;
- Pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, dans des États aux frontières sûres et reconnues;
- Contre toutes les violences racistes en France, notamment celles qui visent des Juifs ou des Arabes.

Premiers signataires: Abnah Philistine (Enfants de Palestine), Les Alternatifs, Alternative libertaire (AL), Al-Ghadir, Appel des Cent pour la paix, Les Amis de l'archéologie palestinienne, Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), Association « Dignités », Association France-Palestine-Solidarité (AFPS), Association franco-palestinienne d'échanges culturels (AFPEC), Association des jumelages France-Palestine (AJFP), Association des Marocains en France (AMF), Association des Palestiniens en France (APF), Association de solidarité franco-arabe (AFSA), Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens (ATTAC), Association des travailleurs maghrébins en France (ATMF), Association des Tunisiens en France (ATF), Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP), CIMADE, Collectif des citoyens d'origine juive et arabe, Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les universités palestiniennes (CICUP), Comité Azmi Bishara, Comité de solidarité et associations de coopérations en Ile-de-France, Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient (CVPR), Comité de soutien aux luttes civiles et politiques en Tunisie (CSLCPT), Confédération Générale du Travail (CGT), Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (CAPJPO), Coordination des groupes femmes « Egalité », Divers cité Agora, Droits devant!! Droit Solidarité, Fatah France, Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Houriya Liberté, Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Ligue des droits de l'Homme (LDH), Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), Mouvement français pour le planning familial (MFPF), Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), Mouvement des jeunes communistes de France (MJCF), Parti communiste français (PCF), Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), Parti de la France plurielle (PFP), Radio Méditerranée, Rassemblement arabe de résistance à la globalisation (RARG), SUD-Education, SUD-PTT, Union des étudiants communistes (UEC), Union générale des étudiants de Palestine (GUPS-France), Union juive française pour la paix (UJFP), Union nationale des étudiants de France (section de Nanterre), Union syndicale G1o solidaires, Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT), les Verts.

Les associations qui appellent à cette manifestation ont adopté en même temps le communiqué suivant :

Paris, le 5 avril 2002

Violences racistes

Nos organisations condamnent totalement les actes antijuifs commis, ces derniers jours, contre des lieux de culte, des biens ou des personnes.

Elles refusent, en même temps, de céder au chantage de ceux qui pratiquent l'amalgame et tentent de faire peser l'accusation d'antisémisme sur toute critique de la politique du gouvernement israélien.

Elles condamnent également les agressions que multiplient, depuis quelques mois, des commandos paramilitaires qui entendent, par la violence, intimider les partisans d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, et promouvoir les thèses de l'extrême droite israélienne.

Nos organisations appellent les citoyens et les citoyennes à se mobiliser contre toutes ces provocations et à refuser toute dérive communautariste. Agissant pour le dialogue entre Juifs et Arabes en France, elles entendent plus que jamais travailler ensemble à la reconnaissance du droit des Palestiniens à vivre dans des frontières aussi sûres et reconnues que celles de l'État d'Israël, seule solution à même de garantir la fin des violences au Proche-Orient.

*ment de M. Sharon l'entendent. Et aussi, comme une parole solidaire, nos amis en Israël et dans les pays arabes où nous avons diffusé « **Trop, c'est trop!** », avec l'aide de la FIDH et de la Revue d'études palestiniennes. Il faudra bien aussi que malgré les différences que, en tant qu'historienne je ne saurais négliger, nos amis comprennent nos intentions. Non pas donner des leçons à autrui : la France s'est souvent fort mal conduite. Mais rappeler que les pratiques de nos dirigeants au temps, pas si lointain des guerres coloniales, ont entretenu dans notre pays la condamnation, longtemps minoritaire, de la colonisation, de l'occupation. Si la France est, semble-t-il, le pays d'Europe où l'on pétitionne, où l'on manifeste le plus pour les droits du peuple palestinien, c'est, peut être, parce que nous avons appris, au temps de la guerre du Viet Nam, au temps de la guerre d'Algérie, que la dignité des peuples et des hommes ne se divise pas.*

Ne pouvons nous faire autre chose dans les jours qui viennent ? Des nombreuses propositions émanant d'amis qui me les ont adressées sachant qu'ils ne pouvaient être là ce soir, j'en retiens trois.

Prendre contact avec les intellectuels, les cadres associatifs américains. Il faut repérer les individus et les groupes qui se manifestent au pays de M. Bush.

Multiplier les liens avec ceux qui, en Israël, critiquent la politique du gouvernement Sharon : soldats qui refusent de servir dans les « territoires occupés » ; femmes en noir qui pleurent leurs maris, leurs fils disparus dans une guerre injuste ; universitaires ; militants de « La paix maintenant » ; journaux qui tentent de dire la vérité etc. Nous pouvons comprendre ceux que désespèrent les attentats-suicides. Mais nous ne devons pas nous laisser « sharoniser ».

Organiser en province le maximum de réunions en relation avec ceux qui nous approuvent (sections de la LDH, comités de France-Palestine-Solidarité, etc.) et tenter, comme c'est le cas depuis quelques semaines, de manifester à date fixe tant que les droits du peuple palestinien ne seront pas pleinement reconnus.

Pour orienter dans le détail, pour assumer l'ensemble de ces tâches, pour nous coordonner avec les mouvements qui nous sont proches ; il nous faut désigner ce soir un collectif de quelques membres – une dizaine environ ? – un comité de pilotage en somme, composé d'amis aux positions diverses. Car nous sommes divers. C'est notre force. C'est la raison pour laquelle nous ne proposons pas de créer une association de plus. Un exemple : celui de nos liens avec la LDH. Si la Ligue des droits de l'Homme a accepté, accepte

*toujours d'assurer un soutien logistique à « **Trop, c'est trop!** » (un compte est ouvert à la Ligue : LDH Trop c'est trop, plus de 4 000 signatures figurent sur son site internet), s'il y a parmi nous de nombreux ligueurs, si je souhaite que beaucoup d'entre vous adhèrent à la Ligue, « **Trop, c'est trop!** » n'en est pas une émanation. Vous avez payé de vos deniers les deux placards parus dans Le Monde, et la location de cette salle ainsi que de nombreux timbres. Manière de dire que, politiquement et financièrement, vous êtes libres ! Il n'y a d'indépendance que financière : c'est un appel assez direct... Les chèques s'imposent. Surtout si vous voulez de nouveaux appels et un bulletin de liaison.*

Et sur le fond ? Autorisez-moi un énoncé affreusement banal, mais qui rend possibles et nécessaires toutes les réflexions, toutes vos réflexions : le peuple palestinien et le peuple israélien sont aujourd'hui entraînés, en raison des choix faits par M. Sharon et son gouvernement, dans une spirale terrifiante. Le peuple israélien est menacé dans son âme et son corps par la folie suicidaire de ses dirigeants. Le peuple palestinien, martyr, est nié dans son existence même, menacé d'être atomisé et voué, après celui de 1948, à un nouvel exode. Ne resteraient alors dans les territoires occupés que ceux qui accepteraient le joug de l'occupant. Même s'il n'est pas question de défendre inconditionnellement la personne, ou les choix faits par Arafat – Arafat qui serra naguère la main de Rabin – il nous faut dire que les Quisling ou les Pétain n'ont pas bonne réputation en France. Il n'est pas acceptable que l'occupant désigne celui avec qui il accepte de parler... Ce n'est bon pour personne.

*Mais il est nécessaire de réfléchir aux questions qui font problème. Les origines de l'affrontement actuel, la chronologie des événements de Camp David à Taba, le droit au retour des exilés palestiniens etc. La Revue d'études palestiniennes et la revue de la LDH, Hommes et Libertés, préparent, sur ces problèmes et sur d'autres, un numéro commun qui paraîtra à la fin de septembre. Nous pouvons avoir besoin d'en débattre plus tôt. « **Trop, c'est trop!** » peut être un creuset de contributions démocratiques à la solution de ces questions vitales pour l'avenir du peuple palestinien et de la paix. L'inquiétude est manifeste, y compris chez ceux, dont nous sommes, qui ne tiendront jamais la balance égale entre les dominants et les dominés. Pour élargir notre action au-delà de la signature d'un texte il faut lever un certain nombre de craintes. C'est dans ce souci que j'irai pour ma part manifester non seulement demain 6 avril avec l'ensemble des associations favorables*

au peuple palestinien, mais après demain 7 avril, sous la bannière de la LDH, avec la section française de « La paix maintenant » et le Cercle Bernard Lazare : un État pour chaque peuple, l'objectif est juste, même s'il est un peu faible. Je vous le dis en toute honnêteté ! Et j'espère que beaucoup, parmi vous réfléchiront à ce choix.

Rencontre avec Elie Barnavi

Paris, le 11 mars 2002.

Une délégation composée de trois signataires de l'appel « **Trop, c'est trop !** » (Madeleine Rebérioux, Michel Tubiana, Marcel-Francis Kahn) a été reçue le 25 février par l'ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi. L'entretien a permis un échange de vues marqué par la courtoisie et une franchise dénuée de complaisance. Il a porté principalement sur trois points :

- la situation humiliante imposée à l'Autorité palestinienne et au président Arafat par le gouvernement d'Ariel Sharon.
- l'engrenage des violences qui ne peut cesser que par le respect des conventions de Genève et la mise en œuvre des résolutions de l'ONU (droits nationaux du peuple palestinien, sécurité du peuple israélien).
- l'urgente nécessité de substituer, sans conditions, une solution politique à la pseudo « solution militaire ».

Les signataires de « **Trop, c'est trop !** » préparent une réunion publique le 5 avril. Ils apportent leur soutien aux manifestations prévues le 23 mars dans le cadre de la « journée de la terre ».

Communiqué de la LDH

Appel des intellectuels des territoires palestiniens occupés

Nous, écrivains, artistes et intellectuels, lançons cet appel aux écrivains, artistes et intellectuels arabes et leur demandons d'agir, d'élever la voix et de relayer cet appel auprès des écrivains, artistes et intellectuels du monde entier, en solidarité avec les intellectuels et le peuple palestiniens que les forces d'occupation israéliennes soumettent actuellement aux pratiques les plus infâmes. Invasion et réoccupation des villes, villages et camps, meurtre et exécution de civils, destructions d'écoles, de bâtiments et d'institutions, de centres culturels, de lieux de culte, de toutes les infrastructures de la société palestinienne ; sévices et actes d'avilissement ; arrestation de milliers de jeunes emmenés

dans des camps d'internement, laissés en plein air, torturés, terrorisés, affamés. En outre, les forces israéliennes empêchent les hôpitaux et leurs équipes médicales de travailler et d'accomplir leur devoir humanitaire, empêchent les ambulances de transporter les blessés et les martyrs, empêchent d'enterrer ces derniers. Les morgues des hôpitaux n'ont plus de place pour accueillir les corps. À cette heure, la situation à l'intérieur des villes, des villages et des camps présage davantage de tragédies, davantage de désastres.

Les écrivains, artistes et intellectuels palestiniens assiégés avec leur peuple dans toutes les villes, villages et camps palestiniens adressent cet appel urgent à leurs confrères et aux organisations et fédérations arabes concernées, leur demandant d'agir au plus vite et de tout faire pour condamner l'occupation, dénoncer ses pratiques et dévoiler la nature foncièrement terroriste et xénophobe du gouvernement Sharon et de ses institutions militaires et sécuritaires.

Et puis... Pouvons nous nous contenter de manifester, de pétitionner, de diffuser des textes alors que, sous couleur de combat contre le terrorisme, les bases matérielles de la société palestinienne en construction sont, jour après jour, détruites : maisons éventrées, routes rendues inutilisables, irrigation – si maigre ! – des champs interrompue, vie urbaine brisée, écoles démolies comme les institutions de police et de justice, universités occupées, ressources énergétiques anéanties, électricité évanouie.

Pour repérer les bases et mettre en œuvre, dès que ce sera politiquement et humainement possible, les conditions de la reconstruction, pour qu'elle émerge de la destruction même, il va falloir, sous peu, de nouvelles missions civiles. Celles d'aujourd'hui, très utiles, portent témoignage. Celles de demain seront acteurs de l'avenir dans une Palestine, totalement évacuée et revenue à ses frontières de 1967, dans un État maître de son destin où les check-points et les « colonies » seront en voie de disparition.

Chers amis, à vous de parler. Je sais que l'urgence l'emporte. C'est nécessaire. C'est juste. Comment aider à la libération nationale et démocratique du peuple palestinien, et, donc, à l'arrêt d'attentats désespérés parfois considérés comme le seul recours ? Comment être utiles ? De quoi devons nous nous garder ? Comment mettre fin à cette guerre et manifester, à notre façon, notre solidarité avec les Palestiniens ?

Par ailleurs, nous leur demandons de transmettre au plus vite le contenu de cet appel aux hommes de culture et de conscience du monde entier.

Assiégés, nous faisons face avec notre peuple à une situation humanitaire douloureuse. Nous vivons une menace permanente, nous sommes privés d'eau, d'électricité, de communications. Il ne nous reste que notre volonté, notre détermination, notre résistance. A tous les hommes d'honneur, à tous les hommes libres des pays arabes et du reste du monde : nous avons besoin de votre aide et de votre soutien.

MAHMOUD DARWICH, YEHA YEKHLAF, ASS'AD EL-ASS'AD, EL-MUTAWAKKEL TAHA, ALI EL-KHALILI, MAHMOUD SHOUQEIR, ABDEL-NASSER SALEH, AHMAD DAHBOUR, FAYÇAL EL-HOURANI, WALID ABOU BAKR, ZAKARIA MOHAMMAD, NASSER EL-LAHHAM, MOURAD EL-BARGHOUTI, RIMA TARAZI, EZZAT GHAZZAWI, WALID ABDEL-SALAM, ABDEL-LATIF EL-BARGHOUTI, GHASSAN ZAQTAN, AHMAD ABOU SAL'OUN, JAMAL GHOUSHEH, DIMA EL-SAMMAN, IMAN BASSIR, NABIL ABOU ALI,

ABDALLAH EL-TAYEH, MOURAD EL-SOUDANI, MAZEN SAÂDEH, IBRAHIM JAWHAR, RAJAI SANDOUQA, OTHMANE ABOU GHARBIYYEH, LIANA BADR, YAAQOUB ISMAÏL, JAMIL EL-SALHOUT, NAËL ABOU ARAFA, SAM'AN KHOURI, TALEB EL-DWEIK, KHALED EL-HOURANI, TAYSSIR BARAKAT, WALID EL-SHEIKH, MOHAMMAD HELMI EL-RICHA, MOUSTAFA EL-KURD, MOHAMMAD KAMAL JABR, KAMEL EL-BASHA, HUSSEIN BARGHOUTI, ABDEL-RAHMANE EL-MZAYYEN, JIHAD SALEH, ANISSA DARWICH, NABIL ANANI, AZZAM ABOU EL-SAOUD, MOUNIRA ZREIQI, RASHID MASHARAWI, YOUSSEF EL-MAHMOUD, SOBHI SHAHROURI, JAMAL SALSA'GEORGES IBRAHIM, SAMIR SHAHADEH, HUSSAM ABOU EISHA, AHMAD RAFIQ AWAD, GHARIB ASQALANI, BASSEM EL-NABRIS, ZAKI EL-EILEH, OTHMANE HUSSEIN, ALAEDDINE KATBEH, SOUMAYYA EL-SOUSSI, RIM HARB, ATEF ABOU SEIF, MARWAN BARZAQ, RAËDA GHAZALEH, SAÏD MOURAD, SOUHEYL KHOURI, JAMAL BANNOURA, IMAD MAZ'ARO, AHMAD HARB.

Palestine, 3 avril 2002

Appel paru dans *Le Monde* du 30 décembre 2001

Trop, c'est trop !

Les dirigeants palestiniens, Yasser Arafat en tête, qui serra naguère la main d'Itzak Rabin, sont aujourd'hui cernés à Ramallah par des tanks israéliens.

Les bombes pleuvent sur le territoire où vit encore une partie du peuple palestinien. Rien, nous disons bien, rien – y compris les attentats inacceptables commis par des kamikazes – ne peut justifier de tels actes.

Le peuple palestinien a le droit de vivre libre. Il a droit à un Etat véritable.

Il est temps, il est plus que temps, que le peuple israélien, que tous les peuples du monde en prennent conscience et agissent.

Nous aurions honte de ne pas le crier : "Trop, c'est trop !"

Paris, le 13 décembre 2001.

Premiers signataires : ASURMENDY Jesus, BALBAR Etienne, CULICLI Antoine, DE BRUNHOFF Mathieu, JOYE Alain, KOFIN Henri, LABICA Georges, MANDOUZE André, MIQUEL André, PERROT Michèle, REBERIOUX Madeleine, SCHWARTZ Laurent, SEEBACHER Jacques, SOREL Bernard, VIDALNAQUET Pierre.

Signataires au 21/12/01 : ABOUDARHAM Norbert, ADOLPHE Jean-Marc, AGURAUD Guy, ALLETON Viviane, ANDRIEVET Patrick, ARAB-PREUZY Rachida, ARNE Elie, ARON Peter, ARTIGUELONG Maryse, ASHLEY Francis, ASSEMAT Claude, AUBERGER Janick, AUDOUSSET Michel et Gaby, AUTIN-GRENIER Pierre, BADIA Gilbert, BAILLY Pierre, BALACEANU Jean-Claude, BARAK Michel, BARODIN Michel, BASTUX Jacqueline, BATFOULIER Philippe, BAVERSCHMITT Jean, BAUMGARTNER Mireille, BEAUD Collette et Michel, BEAULIEU Lisa, BEAULIEU Jacqueline, BELLANGER Jean, BEN DRISS Mustapha, BENABEND Denise, BENEDETTO André, BENOT Robert, BENRECASSA Georges, BEDICHA David, BERGER Jacqueline et Paul, BERGERON Nige, BERNARD Florine et Alain, BERNARD Francis, BERNHEIM François, BERNHEIM Nicole, BERTALUX Jean-Louis, BERUBE Linda, BERTHOT Gérard, BERTRAND Noëlle, BIARD Joël, BIDOI Catherine, BIENCOURT Olivier, BIRKNER Robert, BITRAN Anna, BLAIZE Jean-Pierre, BLOC Jean-Pierre, BLOCH Claude, BLOCH Olivier, BONPEAU Marie-France, BOIS Rody, BOISSIERE Jacques, BOMSEL Morgane, BONNET Jean-Pierre, BORDES Isabelle, BOSCH Alain, BOUCHER Bernard, BOULLIER Véronique, BOUJOT Ginette et Arnie, BOULABEIZ A., BOURNEFOUR Abdelhak, BOURCADIER Gérard, BOURDAUD Pierre-Marie, BOURDEAT François, BOURQUELOT Françoise, BOUTTIER Patrick, BRAS Hugues et André, BRÉ Christian, BRICI Yasmine et Fany, BRILLEAUD Elie, BRUNSWICK Anne, BRUNSWICK Etienne, BRUSSON Georges, BRUSSON Olivier, BUNGOS Martine, BURRO Jacques, CABANNES Michel, CACONAUT Martine, CAHEN Janine, CAHEN Michel, CAILLET Elisabeth, CAMBREZY Luc, CAMPAGNE Collette, CANDARI Gilles, CANS André, CARTON Nadia, CASABO Collette et Emile, CASANOVA Claudine, CASEVITZ Michel, CASTANG François, CASTEL Pierre-Henri, CASTELBOUCHOUX Anissa, CASTELLI Jean, CAUBET Dominique, CHAATIT Fouad, CHANTEAU Jean-Pierre, CHARRETTON Christine, CHASSEL Patrick, CHAUVEAU Jean-Pierre, CHEVAL François, CHODOLSKY José, CHRISTIANY Janine, CLAUSTRE Pierre-François, COIT Katharina, COLLANGES Henri, COLLIN Denis, COMTE-GRANDET Eliane, CONDES Acacia, CORONE Stéphane, COSTE Michel, COUDRIER Geneviève, COURSALES Pierre, CROSTOL Jean, CROZON Michel, CURMI Patrick, CYNGISER Annie, DAKHLA Jocelyne, DAMANY André, DARRÉ Jean-Pierre, DAVID-JOUGNEAU Maryvonne, DEBARBAT Philippe, DE FARAMOND Guy, DEBOUZY Marianne, DEJEAN Pierre, DEL FORNO Aida, DELHAYE Anne, DELLA-SUDDA François, DELPHY Christine, DEL RE Guido, DE MAISTRE Agnès, DENTZER Jean-Marie, DEPAULE Jean-Charles, DEPOILLER Claude, DESANTI Dominique et Jean-Toussaint, DESNOTS Gilles, DEVALS Dominique, DIGNARD Jean-Pierre, DJURIC Amarante, DOGHUAMADJIAN Nadia, DONATO Florence, DORMER Micheline et Jean, DRAPRON Françoise et Christian, DREYFUS Michel, DREYFUS Nicole, DROUARD Hervé et Marie, DROUET-MARI Dominique, DU CASTEL François, DUBOIS Jean-Pierre, DUFOUR Didier, DUMESTRE Annie, DUMESTRE Gérard, DURVILLE Chantal, EGLE Josie et Jack, EISENSTADT Jean, EIZNER Nicole, EKELAND Ivor, ESTRAGON Gérard, FAYNE Jean-Claude, FAEDO Jean-Claude, FAGNAN-LICHTENSTEIN Jeanne, FARRENY Henri, FAUCILLON Chloé, FAVRET-SAADA Jeanne, FELDMAN Jacqueline, FELEI Lorenza, FENOUILLET André, FERRATO Anne et Georges, FEULLERAT Jean-Paul, FLOCHE Gérard, FLAMAND Jean-Paul, FLEURET Monique, FLOHR Agnès, FLORES-GARCIA Michel, FONDET Claire, FONTAINE E-M, FRACHON Paul, FRANÇON Jean et Mira, FRIOT Bernard, GACHET Marion, GALLUSSOT René, GANDONMAJ Odile, GARRIGUES Roselyne, GASTINEAU François, GASTON-DREYFUS Gilles, GAUDE Sophie et Pierre, GAUDEL Françoise, GAUSAN Emmanuel, GENET Roland, GERARD Françoise, GHEBAUT Danièle, GHIRARDELLO Ariane, GAUME Christian, GIRAUD Guy, GIVALDET Karine, GOLD Dinar, GOMEZ Yan-Axel, GOY Joseph, GOZARD Isabelle, GRANDAIS Michel, GRANGER Sylvie, GRAS Alain, GROSHETZSCH Pierre, GROSS Bernard, GRYSON Jean-Pierre, GUERIN Lucie, GUERIT Suzanne, GUESDON Marie-Geneviève, GUESDON Xavier, GUNDEE Jacques, GUILLAUME Jean-Patrick, GUILLET Nicolas, GUILLOT Ferdinand, GUILLOT Julien, HADRI-APPROPORT Monique, HAMON Lucienne, HALBERT Maxime, HAY Louis, HEBERT Jean-Paul, HENRY Jacques, HELFFER Mireille et Claude, HERPIN Denis, HERSZBERG Catherine, HERVE Dominique et Pierre, HILLET Roger, HOFMUNG-BALACEANU Hanne, HORELLOU Françoise, HUBER Claudine, HUSSAUD Bernard, IGNA PRAT Dominique, ISAMBERT François, ISAMBERT-JAMATI Viviane, JACOB Francis, JACOT Roxmar, JAMME Daniel, JAMUJ-DEBORD Salma, JAMOUS Haroun, JANCOVICI Bernard, JANCAUD Dominique, JANIN Anne-Marie, JANIN Pierre, JAUSSAUD Pierre, JEAN Nicole, JEAN Jeanne et Georges, JESSIE Jean-Paul, JEZWYSKI Vincent, JOHNSON Diane, JOIRIS Claude-R., JORDIS Christine, JOUFFROY Monique et

André, JOURDANET Jacques, JUBERT Marie-Odile, KAHN Marcel-François, KASSAP Sylvain, KERIN C., KHETIS Mikou, KHM Alain, LABE Dominique, LACHOIX Bernadette, LAFABRIE Louis, LAGRAVE Jean, LAHONDERE J-C, LAMARCHE Christian, LAMBROPOULOS Georges, LAMICHE Marie-Christine, LANDAIS Georges, LANTZ Pierre, LARGUER Gilbert, LAROCHE Claire, LAROCHE Georges, LAROCHE Joseph, LATOUR Louis, LAUNAY Michel, LAVERGNE Guy, LAZAR Philippe, LE BAUT Réjane et Pierre, LE BILLAN Joël, LECLERC Henri, LE CORRE Brigitte et René, LEDERER-ROSENBLATT Laurent, LE FOLL Nicole, LEFRANC Yannick, LEGRIS Michel, LEIBOVICZ Nathalie, LEIBOVICZ Nathalie et Max, LENDI Josette, LENFANT Jean-Sébastien, LENOIR Olivier, LENOIRMANO Pierre, LENTIN Jérôme, LE PAPE Annie, LE PAPE Pierre, LEPLAT Jacques, LERCHER Alain, LEROCHE Michèle et Pierre, LESAGE J-P, LESPINAS Dominique, LESPINASSE-FONSEGRIVE Dominique, LE TOURNEUR Marc, LEVI ALVARES Claude, LEVY-LEBLOND Jean-Marc, LEYBOVICZ Max, LYKHTAL Jean-Yves, LORON Frédéric, LORON Tristan, LOWY Paul, LUXEREAU Claire et Philippe, MACKENZIE Eduardo, MADIE, MAGNIN Pierre-Henri, MANCERON Gilles, MANETTI Cristina, MANEZ Madeleine et Jacques, MARC Alain, MARCHAND Pierre, MARCHON Bernard, MARCUS Yvonne, MARGERIE Marie-France et P. MARIE Mickaël, MARINSTRAS Elise et Richard, MARGNAC Christian, MAROIS Robert, MARTELLI Roger, MARTIN Jean, MARTIN Jean-Marie, MASSE Marie-Madeleine, MAUSS Jacques, MAYADE-CLAUSTRE Julie, MAZER Jacques, MECKLER Jo, MEILLER Michel, MENDES-FRANCE Mireille, METEZO Yves, MENGUAL Michel, MESQUITA Martine et Antonio, MEYER Michel, MICHAL Marie-Geneviève, MILLER Catherine, MILLOT Rolande et Raymond, MILLOT Henri, MONDZEZ Marie-José, MONOD Alain, MONOD-BROCA Alain, MONTAROL Danièle, MONTES O., MONTLANIC Elisabeth, MOREAU Philippe, MOREL Pierre-Marie, MORENO Hugo, MORLEY Jean-Paul, MOROKVASIC-MULLER Mojana, MOTHEUIL Marie-Laure, NAM Samia, NAIR Sami, NAUMAN Charles, NAVES Simone et Raymond, NAVET Véronique, NEEL J., NGUYEN Alain, NICOLLIN Camille, OREAL Elsa, ORUEDLET Sylvie, OULD-AMMED Popita, PACHOT Jean, PAILLER Aline, PANDANI Rocco, PATY Michel, PELLETIER Antoine, PERRET Jean-Jacques, PERRIER Jean-François, PERNIMBERT Marie-Anne et Antoine, PETIT Hilda, PETITJEAN Pierre et Sylvie, PEYROU Franck, PECHAUD Hélène et Jean-Pierre, PINÇON-RAYMOND Martine, PINON Eric, PLOUVER Vincent, POISSON Jean-Michel, POLITI Edna, POTTIER Didier, POUJAREDE Jacques, POUTEAU Micheline, PYROUL René, PUGNAUD Sylvie, PUJO Jean-Luc, QUINCEROT Micheline et Pierre, RANCHERE Danièle et Jacques, RASHED Marwan, RAYNAL Patrick, REBERIOUX Antoine, REGGIANI Marie, RENERT Jean, RENÉ Danièle, RENNES Jacqueline, REVAULT D'ALLONNES Murielle, REVAULT D'ALLONNES Olivier, REY Annie, RICHARD François, RIOT-SARCEY Michèle, RIOU Madeleine, RIVET Diane, RICHARD Claude et Jacques, ROCHE Pierre, ROCHETTE Marceau, ROGER-MACHART Jacques, ROSA Guy, ROSIER Jean-Maurice, ROSENBERG Martin-Luc, ROSOVSKY Oscar, ROSSI Henri, ROUCHER André, ROUGET Cécile, ROUGET Jean-Marc, ROUMIER Gérard, ROUSSEAU Louis, ROUSSEAU-LAMBERT Marie-Madeleine, ROUSSEL Bernard, ROUX Alain, ROUX Charles, SALAIS Robert, SALAMA Pierre, SALA-MOLINS Louis, SANCHEZ-CARDENAS Michel, SAND-ZANTMAN Alain, SANTINI Jean-Marc, SARRIS, SARTRE Maurice, SAÏO Gaku, SAUNAT Gérard, SAVAREAU Jean-Paul, SAVEANT Jean-Michel, SAVY Nicole et Michel, SCARDON Victor, SCENLA Jean-Luc, SCENLA Perle et Robert, SCHALUB Marianne, SCHENADE Marie-Claude, SCHERER René, SCHOTTLEIER Peter, SCOTTO d'APOLLONIA Lionel, SEUREAU Claude, SHATY Guy, SIMONE-SENELLE Marie-Claude, SIMON Catherine, SIMON Jean-Luc, SIMON Michel, SIMON R., SLAMA Béatrice, SMEDLEY André, SOLDANE Leyla, SOULEIL Monique et Maurice, SOUYAH Mohammed, STEINBERG Michel, STERN Martine, STIEGLER Bernard, SURZUR Valérie et Eric, TADIE Alexis, TAINE-CHENG Catherine, TARLUS Gilles, TARTAKOWSKY Danielle, TERKAY Hani, THIERY Bruno, THIALET Jacques, THIBAUDIER Viviane, THOLLIER Anne, THOMAS Fabrice, THOMMEROT Jacqueline et Victor, THUMAUX Pierre, TIMMERMANS-STEINBERG Isabelle, TOUCAS Patricia, TRACOT Catherine, TRUCHOT Claude, TSENGOURA Vassili, TUBIANA Michel, TUSSEAU Jean-Pierre, VALLET Olivier, VAN DER VENNET Zoé, VANHOVE Martine, VADINE Pierre-François, VAUCHEL Guy, VAUTHIER Bénédicte, VAYSSIERE Marie, VERLET Loup, VERON Jean-Bernard, VIEVILLE Dominique, VIGNAU-SENES Gilbert, VIGNAU Jean-Pierre, VIGNY Marc, VILLENEUVE François, VIRMONT Ghislaine et Jean, VORONIA Joachime, VOLKINGER Jean-Pierre, WALD Paul, WEDOUX OULD CHERKH Abdel, WEIL Antoinette, WEIL Françoise, WEILL Didier, WIGNET Jean-Claude, WOOD Marie, WURLOUT Edouard, YOUNG Marguerite-Marie, ZIMMER Thomas, ZUCKER Elisabeth et Olivier.

Une nouvelle liste de signataires paraîtra prochainement.

Signatures : calmet.reberieux@wanadoo.fr

Cet appel a été publié à nouveau dans *Le Monde* du 13 janvier 2002 avec 1 200 nouvelles signatures.

A ce jour plus de **quatre mille personnes** ont signé ce texte.

La liste complète des signatures est consultable sur le site internet de la Ligue des droits de l'Homme www.ldh-france.asso.fr

Des jours sombres

*par Idan Landau**

Nous vivons des jours sombres, les plus sombres que nous ayons connus depuis la guerre du Liban. Vingt ans ont passé depuis cette maudite guerre et nous n'avons rien appris et déjà tout oublié. Nous n'avons pas appris que le sang et les massacres génèrent toujours plus de sang et de massacres. Nous n'avons pas appris qu'il n'y a pas de force au monde qui puisse détruire l'âme de réfugiés abandonnés : ni massacre, ni semi-massacre, ni chars, ni snipers. Et nous avons déjà oublié combien nos dirigeants peuvent être insensibles et obscurs. Nous avons oublié combien ils attachent peu de valeur à la vie humaine, comment ils nous envoient facilement tuer et nous faire tuer pour «notre terre sacrée» et «l'honneur national». Maintenant, comme il y a vingt ans, nous commençons à réapprendre, nous commençons à nous souvenir, mais c'est tellement plus douloureux : une ligne noire épaisse et décourageante rattache Saïda de 1982 à Jénine de 2002 et efface tout ce qui est arrivé entre les deux.

Nous vivons des jours couverts de mensonge et de tromperie. Une nation entière est entraînée par sa propre mauvaise foi, empêtrée dans ses propres mensonges, et le monde l'observe avec étonnement. L'entreprise de duplicité s'est accélérée à Camp David. Une junte où sont étroitement liés des politiciens de droite et de gauche, des généraux et des commentateurs, nous a menti sans vergogne et sans cesse. Ils nous ont menti quand ils nous ont dit que Barak est allé à Camp David de bonne foi. Ils nous ont menti quand ils ont continué à installer activement des implantations tout en faisant un vain éloge de la paix. Ils ont menti en déclarant qu'ils voulaient seulement détruire l'infrastructure du terrorisme, alors que toutes leurs actions visaient à détruire complètement le tissu de la vie palestinienne : éducation, santé et institutions sociales. Et, par-dessus tous ces mensonges, le plus gros de tous : le nom «Bouclier de Défense» [l'Opération Rempart]. Nous connaissons ce langage : ni «défense», ni «bouclier». La guerre pour la «Paix en Galilée» : ni «paix», ni «Galilée». Des «procédures préventives ciblées» : ni «préventives» ni, certainement pas, «ciblées». Des «concessions douloureuses» : ni «concessions» ni «douloureuses». Un tas de mensonges odieux !

Nous ne devons pas non plus croire les correspondants de télévision, ces entremetteurs obséquieux de généraux rigides, qui pointent leurs caméras seulement sur les soldats zélés avec esprit de combat, qui n'ont jamais rencontré un Palestinien, jamais un Palestinien vivant tremblant de peur dans sa maison sans nourriture, jamais un Palestinien mort pourrissant dans les ruines de sa maison. Des dizaines de milliers de Palestiniens sont là, fous de désespoir et de frayeur, et chacun d'entre eux – cela doit être l'œuvre du démon – est invisible aux yeux dudit correspondant.

Bibi [Benjamin Netanyahu] avait raison. Les correspondants ont peur : ils ont PEUR. Peur de révéler la vérité, peur que l'on puisse la connaître, cette vérité, connaître l'étendue de l'horreur commise en notre nom, ici même, pas à Sabra et Chatila, mais ici ! Que ferions-nous après une si horrible révélation ? Comment pourrions-nous vivre et dormir et comment pourrions-nous connaître une minute de tranquillité en pensant aux centaines de civils palestiniens qui ont été tués simplement d'une pression fortuite sur une gâchette, dans l'effondrement des murs de leur maison atteinte par un obus de char, dans les attentes interminables aux postes routiers où les soldats agissent suivant des instructions, toujours suivant des instructions. Ils pratiquent la terreur des suicides ; nous pratiquons la terreur des instructions.

Il y a des mots interdits, des pensées interdites, «c'est inconcevable», dans le langage convenu de la télévision. Ainsi, il est temps de prendre conscience de la vérité et de la dire d'une voix forte. Il y a un bouton merveilleux sur la télécommande : il s'appelle MUTE [son coupé]. Nous devons commencer à l'utiliser sans réserve. Vous voyez Ron Ben Ishai [un présentateur vedette] sur l'écran ? — MUTE. Vous voyez Ehud Yaari ? — MUTE. Roni Daniel ? — MUTE. Cela aussi est une

forme de Refus. Le refus en leur imposant silence. Au lieu de cela, nous devons écouter les canaux étrangers, rechercher sur l'internet, contacter des amis, utiliser le téléphone, et laisser les «Médias-Trompeurs» se parler à eux-mêmes, se rendre des comptes à eux-mêmes, se créer leur propre réalité virtuelle, sans nous.

Nous vivons des jours dangereux. Des spécialistes du «déplacement des problèmes» siègent au gouvernement. Tsahal [l'armée israélienne] est dirigée par un groupe de généraux en chef qui ne savent pas distinguer entre des attaques terroristes et des menaces liées à la survie, entre des terroristes et des civils. Le pays entier est pris dans une sinistre vague de racisme et de fascisme. Que nous prépare encore le trio mortel Sharon, Fuad et Mofaz [Benyamin Ben Eliezer, ministre de la Défense, et Shaul Mofaz, chef d'état-major] ? Une invasion de Gaza ? Est-ce cela que l'on mijote au cœur du pouvoir ? Une guerre d'anéantissement entre Tsahal et les millions de réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza ?

Jénine était un jeu d'enfants comparé à ce qui pourrait arriver dans les camps surpeuplés de Jabâliya et Shâtî. Et comment cela commencerait-il ? Sharon annoncera-t-il sobrement que les attaques terroristes sur Netzarim et Kfar-Darom «le roc de notre existence» ne peuvent plus être tolérées ? Fuad soupirera et haussera les épaules, Peres marmonnera quelque chose à propos d'un horizon politique, Meretz bégaiera comme d'habitude, le conseiller juridique du gouvernement préparera la voie pour une approbation de la Cour suprême, et nous fonce-ront tête baissée.

Ce sont des jours dangereux parce que les autorités israéliennes ont perdu toute retenue et qu'il est impossible de savoir quand et où la dégradation s'arrêtera. Quand la Cour suprême refuse d'ordonner un arrêt des crimes de guerre dans les Territoires, quand le Conseiller juridique attaque l'Organisation des droits de l'Homme, ce sont des mauvais présages. Peut-être le commencement de la fin de la démocratie israélienne. Je ne veux pas répandre de fausses prophéties, je ne veux pas propager la peur, mais il est important que vous tous, qui êtes venus si nombreux aujourd'hui, le compreniez. L'*establishment* israélien s'est débarrassé d'un haussement d'épaules de son obligation légale et morale de protéger la dignité humaine et si nous ne la protégeons pas, personne d'autre ne le fera.

Ainsi, peut-être que ce sont aussi des jours de renouveau, les signes précurseurs d'un réveil. Je dis cela prudemment, avec l'expérience des déceptions passées, mais on ne peut s'empêcher de sentir la force de protestation qui s'élève de la gauche, dans la rue. Le nombre de mes amis objecteurs de conscience augmente : actuellement 45 sont en prison, puissent-ils se multiplier. Et il y a les manifestations, les pétitions et les convois de nourriture. Et aussi un membre de la Knesset, Roman Bronfman, et même Yaffa Yarkoni [chanteuse très populaire], qui sont de notre côté. Ainsi, il y a peut-être encore de l'espoir. Continuons à tout faire, même avec plus de force, jusqu'à ce que la machine de mort et de destruction soit stoppée. Refusons, en plus grand nombre, de servir dans les Territoires, remplissons la prison 4 et la prison 6 ; ils devront ouvrir les prisons 8, 10 et 12 pour nous... Peut-être même vont-ils nous envoyer à Ketziot [camp d'internement pour les Palestiniens suspects] en détention administrative. Pourquoi pas ? Pour eux, la moitié de notre pays mérite de vivre internée ou en prison : Palestiniens, gauchistes, bédouins, travailleurs migrants et tous ceux qui insultent l'armée... Et continuons à submerger les postes routiers avec des camions de nourriture et de médicaments, un raz-de-marée de solidarité, diffusons la vérité, combattons la tromperie et soyons tous des objecteurs de cette machine maligne et stupide. Disons NON, et encore NON, jusqu'à ce que vienne pour nous le jour de dire oui.

* **Idan Landau** est professeur au département de linguistique et de littérature comparée à l'Université Ben Gourion à Beer Sheva. Ce texte est celui de son intervention au rassemblement pacifiste du 27 avril à Tel-Aviv.

Lettre d'un Palestinien à un Israélien

par Hakam Kanafani,

directeur général de la Compagnie de téléphone mobile palestinienne Jawwal.

le 16 avril 2002

Cher voisin : je souffre. Je vois des gens mourir dans la rue, je vois des gens dans leurs maisons bombardées, je vois des gens se faire tuer dans les restaurants. J'ai décidé de vous écrire aujourd'hui, malgré tout ce qui nous sépare. Simplement pour expliquer comment nous pensons, nous, Palestiniens, et ce que nous, Palestiniens, nous croyons. Peut-être, peut-être seulement, que cela va nous rapprocher.

Vous ne croirez pas certains de mes mots. Certains de mes mots vous choqueront, ou même vous blesseront. Mais vous devez continuer à lire parce que la vie est trop courte et parce que la terre que nous partageons est trop petite. Parce que nos enfants sont trop perturbés. Parce que nos rêves sont trop précieux.

Premièrement, je crois en votre droit d'exister en paix et en sécurité. Je crois aussi en un État palestinien, à côté d'Israël et non à la place d'Israël. Les Palestiniens, dans leur grande majorité, croient vraiment à ce scénario.

Deuxièmement, nous croyons que la conscience israélienne est insensible aux atrocités que votre armée et vos colons commettent contre nous. Ainsi tous les terroristes israéliens ne sont que de simples déséquilibrés, tous les civils que vous tuez le sont par erreur, toutes les maisons que vous détruisez appartiennent à des sous-humains, tous les gens torturés dans vos camps de détention sont des terroristes, toute la terre que vous confisquez est biblique.

Troisièmement, votre refus de reconnaître les victimes civiles palestiniennes est pour nous le sommet de l'hypocrisie. Pas parce que nous sommes stupides mais parce que votre armée fait exactement ce que vous déplorez sans cesse : votre armée tue des civils à peu près tous les jours. Des civils meurent et des actes terroristes sont commis, que ce soit avec un F-16 ou avec une voiture piégée.

Quatrièmement, Israël continue de minimiser l'importance de l'occupation. Depuis trente cinq ans vous nous réduisez en esclavage. Vous n'arrêtez pas de nous coloniser. Vous avez créé des générations de Palestiniens réduits à l'état de rien, ce qui ne peut conduire qu'au désespoir et à la violence. Comment supposiez-vous que nous allions réagir ?

Cinquièmement, une armée puissante ne peut jamais étouffer la lutte d'un peuple pour l'indépendance et la liberté. Aucun leader (même Arafat) ne peut retenir un homme qui a vu son fils battu par un tout jeune soldat fier de son fusil. Vous avez semé les graines, vous moissonnez maintenant la récolte.

J'insiste sur le fait que moi-même et la vaste majorité des Palestiniens soutenons le droit à l'existence d'Israël dans des frontières sûres et fiables. À côté d'Israël doit exister un État palestinien souverain, avec Jérusalem-Est comme capitale. Vous avez un choix à faire : ou bien la sûreté et la sécurité, ou bien l'occupation militaire. Je sais que la Palestine sera libre. Vous ne déciderez plus de nos vies.

Chronique de Ramallah

Tant de dégâts en une heure seulement...

*par Amira Hass**

Il y a deux jours, l'amas calciné près de l'immeuble aux larges baies de verre dégageait encore de la chaleur. Compte tenu du grand nombre de boîtes de conserves vides, on aurait pu croire que c'étaient les restes des rations de combat que les soldats avaient brûlés, tôt ce matin-là, juste avant de quitter Ramallah. Mais quelques papiers, qui n'étaient pas totalement calcinés, indiquaient que ce n'étaient pas seulement des ordures qui avaient été jetées au feu. Des fragments de chèques attachés à des relevés de banque indiquaient que des documents bancaires avaient également été jetés au feu.

L'immeuble en question est une structure de cinq étages à El Bireh qui abrite la Banque internationale de

Palestine. Il fut occupé par Tsahal – l'armée israélienne – le vendredi 29 mars, premier jour de son incursion dans Ramallah et sa ville voisine El Bireh.

Pendant 23 jours, un grand nombre de soldats occupèrent l'immeuble, sur les trois étages de la banque (plus le sous-sol) et les deux étages abritant des agences privées de consultants et de publicité (incluant l'Agence de publicité Sky, qui obtint le monopole de la publicité à la télévision palestinienne et qui est dirigée par Tarek Abbas, le fils d'Abu Mazen).

Pendant trois semaines, quatre ou cinq véhicules blindés et un tank ou deux ont été placés en permanence près de ce bâtiment qui symbolisait une étape

importante du développement du secteur d'affaires palestinien, considéré comme un pilier du concept de « construire un processus de paix en développant le secteur privé ». Le building et le bureau principal de la Banque internationale de Palestine étaient décrits comme un « hôtel 5 étoiles » ; il avait des corridors de marbre, du mobilier design, des rideaux assortis, de l'électronique d'avant-garde, des salles d'attente agréables, les derniers modèles d'ordinateurs et un parking pour les voitures des clients.

Depuis trois semaines, des tas de débris et de voitures écrasées avaient été traînés au milieu des rues voisines pour que personne ne puisse approcher de l'immeuble. Au troisième jour de l'invasion de la ville par l'armée, le 31 mars, deux jours après qu'ils ont pris l'immeuble, on a vu les soldats apporter des choses à l'intérieur et sortir en emportant d'autres choses. Sous la menace de leurs armes, ils ordonnèrent aux journalistes de quitter les lieux en disant qu'ils cherchaient des armes et des individus suspects.

Il y a deux jours, marchant de pièce en pièce et d'étage en étage, on a fini par découvrir ce qui s'était passé dans ce bâtiment.

Les tentatives des soldats de Tsahal pour pénétrer dans les coffres principaux étaient apparemment restés sans succès et les serrures avaient été abîmées. Les coffres des dirigeants de la banque avaient été ouverts et leur contenu avait disparu. Le coffre du guichet automatique n'avait pas pu être brisé mais les soldats avaient détruit la machine qui vaut environ 40 000 shekels*.

Les soldats ont brisé les portes vitrées et les fenêtres, détruit des murs à certains étages, apparemment pour chercher hâtivement des armes qu'ils n'ont pas trouvées (autrement ils auraient cassé tous les autres murs). Ils ont arraché des carrelages de marbre, les fils du téléphone, détruit des téléphones et des meubles, souillé les planchers de restes de nourriture, écrit des graffitis en hébreu sur les murs.

Le central téléphonique dernier cri (fait par l'entreprise israélienne Telrad) fut emporté. Les soldats éparpillèrent les documents hors des classeurs pendant que d'autres dossiers disparaissaient ou furent retrouvés empilés dans un coin de la pièce.

Mais le principal objectif de la mission militaire était de détruire le réseau d'ordinateurs de la banque. « Les saboteurs s'y connaissent en ordinateurs », constata le directeur général de la banque, Osama Khader, qui, le dimanche, allait de pièce en pièce en montrant les dommages. La banque, fondée en 1997, dessert seize mille clients. La base de données des comptes des transferts et des transactions récentes, les chèques payés et reçus par les clients, tout fut détruit. Khader insista sur le fait que les soldats avaient endommagé la salle principale des ordinateurs, arraché des câbles, emporté des disquettes, endommagé ou emporté des disques durs. Les terminaux d'ordinateurs de la banque étaient en majorité brisés ou avaient des disques manquants. Des éléments ont été trouvés jetés dans la cour ou brûlés sur le tas de nourriture qu'ils avaient enflammé.

« S'il vous plaît, ne jetez pas d'ordures » demandait

une affiche qui pendait le long d'un mur dans le bureau de la direction : le sol était couvert de restes de graines de tournesol et de taches de café. Il y avait des livrets bleus jetés près d'outils de démolition et les tampons sur chacun d'eux indiquaient qu'ils étaient une donation du centre d'études « Kabbala pour la Paix mondiale et la dignité de l'homme ».

Il y avait une scène semblable dans les bureaux de Sky où une cloison décorative près de l'entrée avait disparu. Tarek Habbas se demandait où cette cloison avait disparu : il n'y en avait aucune trace. Les toilettes bouchées empuantissaient. Il y avait des ordinateurs endommagés jetés à travers la pièce, des disques durs avaient disparu ou étaient abîmés. Un tiroir qui avait contenu 1 000 dollars était vide. Un magnétoscope aussi avait disparu. Des jouets d'enfant commercialisés par la Compagnie étaient détruits. Toutes les cartes d'affaires, de clients actuels ou potentiels avaient disparu.

Des scènes de destruction similaires ou même pires furent découvertes il y a deux jours dans d'autres bureaux de Ramallah et de El Bireh (– aussi bien qu'à Naplouse et Bethléem – que les soldats avaient envahis). Dans la banque immobilière et dans tous les bureaux de l'Autorité palestinienne (excepté pour le Ministère du Plan dirigé par Nabil Sha'ath et le Ministère des Sports et de la jeunesse), les ordinateurs ont été détruits par diverses méthodes et des documents ont été dispersés, déchirés ou ont disparu. Les bureaux des organisations de droits de l'homme, des instituts de recherche indépendants et d'ONG de la santé ont été détruits. Au Centre optique du Comité d'aide médicale, toutes les lunettes ont été cassées et éparpillées sur le plancher. Le magasin de la même organisation pour l'aide aux personnes handicapées et ses équipements ont été vandalisés, bases de données, ordinateurs utilisés par les Instituts de recherche pour la santé, l'agriculture et la qualité de l'environnement ont été détruits.

Les officiels de la Haute autorité de l'éducation pensaient qu'ils avaient été épargnés par les destructions : vendredi dernier, quand le couvre-feu fut levé pour quelques heures, ces trois étages de bureaux étaient toujours intacts. Les officiels avaient même veillé à laisser les portes ouvertes pour que les soldats ne les brisent pas en entrant pour chercher des armes ou des suspects.

Mais vendredi soir, des soldats pénétrèrent dans le bâtiment. Un voisin compta onze explosions et raconta qu'ils ne restèrent pas plus d'une heure dans le bâtiment. Dimanche matin, le docteur Gabi Baramki, conseiller de l'Autorité pour les affaires académiques et ancien président de l'université Bir Zeit se précipita sur place. « Tant de dégâts en une heure seulement ! » s'écria-t-il abasourdi et cherchant ses mots pour décrire les pertes subies.

Tous les ordinateurs et imprimantes avaient été empilés dans un coin et détruits par une explosion qui fit un trou dans le plancher. Au ministère de l'Éducation, qui avait été envahi deux semaines auparavant, des documents, des livres et des articles de recherche ont été détruits ou ont disparu. Dans les bureaux de la Haute autorité de l'éducation, quelques manuscrits au moins

demeurèrent intacts. Mais comme dit Baramki, la destruction généralisée indique que l'objectif de l'opération était de frapper l'infrastructure de la société civile palestinienne, de la faire régresser, d'effacer ses réalisations et de stopper son développement.

Les soldats de Tsahal ont aussi fait sauter des ordinateurs dans le grand supermarché Max dans le sud-ouest de la ville. Quelques hommes d'affaires palestiniens, dont certains d'entre eux avaient vécu plusieurs années aux USA, l'avaient construit en 1998. L'armée est entrée deux fois dans le supermarché. Des produits d'alimentation ont été volés, mais ce n'est pas ce qui ennuie le plus Hisham Abd al Rasoul, l'un des propriétaires : quand les ordinateurs sont détruits ou ont disparu, le grand supermarché a perdu toutes ses données d'affaire et ses commandes.

La première fois que l'armée entra dans le magasin, ils essayèrent sans succès d'ouvrir le coffre. Deux semaines plus tard, ils revinrent avec un équipement plus approprié : il y avait 60 000 shekels dans le coffre et un jour après la levée du couvre-feu, les patrons découvrirent que l'argent avait disparu. Les voisins et les responsables firent circuler cette information par des e-mails envoyés dans le monde entier. Après quelques jours, des officiels

de l'Administration civile contactèrent des officiers de liaison palestiniens et les informèrent que ce n'était pas l'objectif. L'argent fut rendu.

Des douzaines de résidents de Ramallah et d'autres villes n'eurent pas cette chance, bien que beaucoup envoyèrent des e-mail au sujet de l'argent, des bijoux et des équipements électroniques disparus de leurs maisons après que des soldats de Tsahal y aient pénétré et s'y soient installés. Les boucles d'oreille d'une petite fille de 8 ans, des bijoux en or, de l'argent (800 shekels ici, 400 \$ là, et plus). Des magnétoscopes et des caméras vidéo étaient cachés sous le manteau d'un soldat. Il a fallu des centaines de personnes, ces derniers jours, pour nettoyer le désordre laissé derrière eux par les soldats, essayer de remettre en ordre les appartements et les bureaux et faire l'inventaire des dommages subis : les propriétaires de bureaux et de banque privés pensent engager des actions en justice contre l'armée israélienne.

* 1 euro = 4,50 shekels.

***Article paru dans *Haaretz* le 23 avril 2002. La journaliste israélienne Amira Hass est la correspondante de *Haaretz* à Ramallah et dans les territoires autonomes palestiniens occupés.**

La Culture contre la Barbarie Appel à tous les artistes

« *Et la terre se transmet comme la langue...* » Mahmoud Darwich

Madame, Monsieur,

Dans cette période tragique et sombre, le peuple palestinien résiste – sans moyen de défense et dans le silence honteux des politiques et des instances internationales – à une guerre d'élimination, conduite par une armée dotée des armes destructrices les plus sophistiquées et qui bafoue tous les droits humains reconnus par les Conventions Internationales. Mais, il possède une arme dont les barbares ne pourront pas s'emparer : sa mémoire et son identité.

C'est avec cette même arme, la culture, que nous voulons lui rendre hommage et le soutenir. Nous proposons l'organisation (en collaboration avec des ONG appuyant la cause palestinienne) d'événements culturels qui rassembleront des Français de tous horizons, dans un esprit de fraternité et de solidarité. Concrètement, les manifestations associeront musique, littérature, films, œuvres d'artistes de Palestine et du monde entier.

Nous lançons donc un appel urgent à tous les artistes qui dénoncent et veulent mettre fin à cette situation humaine tragique. Nous avons besoin de vous pour concrétiser ce projet !

Le groupe de préparation

Hyam Bseissous, Olivia Elias : oelias@club-internet.fr

Amr Khadr Tél. : 0143 95 06 26, e-mail : mkdr@netscape.net

Trop, c'est trop !

Adresse e-mail : ldh@wanadoo.fr

Site internet : www.ldh-France.asso.fr

À Ramallah, nous avons fondé la Palestine

*par Zeev Sternhell**

Si Ariel Sharon, premier ministre de l'État d'Israël, avait voulu offrir aux Palestiniens le cadeau qu'ils désiraient tant, et s'il avait essayé de les aider à inventer une épopée nationale à travers la lutte pour l'indépendance sur le champ de bataille, il ne s'y serait pas pris autrement. Dans les rues de Ramallah et de Kalkilya, des légendes courent aujourd'hui, sur lesquelles grandiront des générations remplies de haine pour Israël. Des dizaines de milliers d'enfants rêvent du jour où ils pourront prendre les armes. Grâce à l'invasion dont il est le maître d'œuvre, on se souviendra de Sharon comme du véritable fondateur de l'État palestinien. Et ainsi, il sera rejeté par l'Histoire, car son véritable but n'est pas seulement d'éradiquer la terreur, mais de briser le mouvement national palestinien.

Il y a déjà dix ans, le haut commandement de Tsahal avait averti le gouvernement qu'il n'existait pas de solution militaire contre le soulèvement des territoires. Quelques années seulement séparent la mentalité de ces officiers de l'ultrasimplification effrayante qui règne aujourd'hui au gouvernement et à l'état major. Toutes les méthodes primitives d'usage de la force contre une population qui se soulève ont déjà été testées par des armées d'occupation, depuis un siècle. Le résultat a toujours été le même : les guérilleros qui bénéficient d'un soutien populaire peuvent facilement entraîner une armée régulière, lourde et insensible, dans des actions provoquant encore plus de haine. Les actes d'oppression n'ont jamais fait que favoriser la résistance.

Au bout du compte, la guérilla remporte une victoire politique, parce que les gens qui se battent pour leur liberté parviennent toujours à atteindre leur but. Les peuples humiliés renaissent de leurs cendres : seul un esprit malade peut espérer que l'occupation de territoires entraîne la fin de la guérilla et de la terreur. D'un côté, il est raisonnable de supposer que la terreur ne fera qu'augmenter et devenir plus sophistiquée et plus dévastatrice, et de l'autre, une guerre d'embuscade contre Tsahal, à cause de son déploiement massif, prendra la forme d'une lutte populaire générale et gagnera une légitimité internationale en tant que guerre de libération.

De plus, les dimensions de l'action commencent à éveiller de sérieux doutes, non seulement en termes de morale et de relations publiques, mais aussi quant à leur sagesse intrinsèque. Le général en chef du commandement de la région Centre est devenu commandant d'un front. Pas moins de quatre généraux chefs de divisions ont participé à une réunion d'évaluation de la situation, avant la reconquête de la Cisjordanie des mains des milices armées de fusils et de jeunes lançant des pierres et des cocktails Molotov. Rappelons que quatre divisions, c'était la force qui a combattu au Canal de Suez pendant la Guerre de Kippour, et qu'en juin 1967, trois

divisions, dont deux composées de réservistes, avaient suffi pour conquérir tout le Sinaï.

Et cependant, cela n'est pas le problème principal, qui réside plutôt dans le fait qu'au moment où une demi-douzaine de généraux vont à la guerre à la tête de forces extraordinairement puissantes, trois kamikazes ont semé la mort sans difficulté dans les trois principales villes d'Israël. Quiconque pense aujourd'hui non seulement éradiquer la terreur, mais aussi balayer les aspirations à l'indépendance de tout un peuple en usant de sa force militaire, fera finalement de Tel-Aviv et de Haïfa des champs de bataille. Quant à la sécurité à Jérusalem, nous y avons renoncé depuis longtemps.

Ici, nous devons rappeler quelques faits qui ont été oubliés. Si, il y a vingt ans, il y a un seul facteur qui ait empêché l'invasion de Beyrouth Ouest, un plan fou formulé alors aussi par Ariel Sharon, ce fut le colonel Eli Geve, commandant d'une brigade blindée qui renonça à son commandement pour ne pas avoir à écraser une population civile. Eli Geve était un excellent officier, à qui on prédisait un avenir glorieux. L'exemple de Geve produisit un effet dissuasif sur les plus hautes autorités politiques de l'État, ainsi que dans l'armée. Ce fut alors que le premier ministre Menahem Begin comprit réellement les implications de la campagne que menait son ministre de la défense [Ariel Sharon. Note du traducteur].

L'acte de Geve n'était pas un acte politique, mais le résultat d'une réflexion morale. C'est vrai de ceux qui aujourd'hui refusent de servir dans les territoires. Ces officiers et ces soldats ne se battent pas pour un changement de politique, et ils seront les premiers à s'enrôler pour la défense d'Israël. Tout simplement, ils ne supportent pas de voir un bébé mourir dans un taxi pour ne pas avoir pu arriver à temps à l'hôpital, ou un tank écraser une ambulance. Ils ne craignent pas pour leur vie, parce qu'aujourd'hui, il est plus dangereux d'entrer dans un restaurant que de commander un régiment de blindés. Ils ne sont tout simplement pas prêts à participer à l'oppression d'une population occupée.

En conséquence, ces hommes méritent un soutien moral et matériel, y compris de la part de ceux qui, comme l'auteur de ces lignes, n'appellent pas à refuser de servir, au moins pour l'instant. Ils méritent un soutien parce que, même en ces heures sombres, ils s'en tiennent aux valeurs humaines fondamentales. S'il y avait une once de sagesse dans ce gouvernement, et un tout petit peu plus de confiance en soi à l'intérieur de l'armée, les objecteurs devraient être appelés à effectuer leur période de réserve dans la police, ou dans les forces chargées d'apporter la sécurité dans les rues de nos villes. De cette façon, ce gouvernement pathétique aurait au moins pu être crédité d'un acte sensé.

* Professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem. Cet article est paru dans *Haaretz* le 5 avril 2002.

Appel des réservistes de Tsahal

Nous, officiers et soldats combattants de réserve de Tsahal, qui avons grandi dans le berceau du sionisme et du sacrifice pour l'État d'Israël, qui avons toujours servi en première ligne, qui avons été les premiers dans toute mission, qu'elle soit facile ou difficile, à défendre l'État d'Israël pendant de longues semaines chaque année, malgré le prix personnel élevé que nous payons ;

Nous, officier et soldats combattants qui servons l'État d'Israël pendant de longues semaines chaque année, malgré le prix personnel élevé que nous payons ;

Nous qui avons été en service de réserve dans tous les territoires et qui avons reçu des ordres et des instructions qui n'ont rien à voir avec la sécurité de l'État, mais dont le seul objectif est la domination du peuple palestinien ;

Nous qui avons vu de nos yeux le prix sanglant que l'occupation impose aux deux parties en présence ;

Nous qui avons senti comment les ordres que nous recevions détruisaient toutes les valeurs de ce pays ;

Nous qui avons compris que le prix de l'occupation représentait la perte de l'image humaine de Tsahal et la corruption de toute la société israélienne ;

Nous qui savons que les territoires occupés ne sont pas Israël, et que toutes les colonies sont destinées à être supprimées...

Nous déclarons que nous ne continuerons pas à combattre dans cette guerre pour la paix des colonies, que nous ne continuerons pas à combattre au-delà de la ligne verte pour dominer, expulser, affamer et humilier tout un peuple,

Nous déclarons que nous continuerons à servir Tsahal en toute occasion qui servira la défense de l'État d'Israël,

L'occupation et la répression n'ont pas cet objectif.

Et nous n'y participerons pas.

Appel de Yesh Gvul

L'occupation, une malédiction pour les deux peuples

Pour les Palestiniens, l'occupation inflige l'oppression, l'humiliation, la pauvreté, l'étouffement et le désespoir ; pour nous, elle apporte l'érosion de nos valeurs morales, l'effondrement de notre économie, la misère pour les plus démunis.

Les deux peuples répandent leur sang dans une lutte qui n'a aucun sens, avec son cortège de terrorisme, d'assassinats et de meurtres d'innocents. En maintenant l'occupation, l'armée israélienne fait peser le poids de la guerre aux civils sans défense et commet systématiquement des actes illégaux. Ses soldats sont amenés à des agissements contraires au droit israélien et au droit international. Le blocus des villes palestiniennes et le couvre-feu attisent la haine, qui hâte la prochaine attaque. L'occupation est une violence, et elle nourrit le terrorisme.

La force de défense d'Israël est devenue la force de défense des colonies dans les territoires occupés, au lieu de poursuivre ses propres objectifs, la défense de l'État. L'occupation mine l'armée et ses soldats et détourne des sommes colossales de la santé, de l'éducation, de la solidarité et du développement d'infrastructures. La fin de l'occupation apporterait un renouveau économique et social, permettrait la réduction de la durée du service militaire et allégerait le poids du service de réserve.

Soldats, hommes et femmes, souvenez-vous :

Démolir des maisons, tirer sur des civils, agir sans mandat de justice, refuser la nourriture ou les soins médicaux, dénier la liberté de mouvement et détruire des moyens d'existence, tous ces actes sont immoraux et ouvertement illégaux.

Refusez d'y prendre part.

Depuis le déclenchement de l'intifada, des centaines de soldats ont refusé de servir dans les territoires occupés. Ceux qui ont refusé nous ont trouvés, qui leur offrons soutien et assistance.

Samedi 27 janvier, les membres de Yesh Gvul distribueront un nouveau tract aux soldats et aux jeunes qui ont l'âge d'être enrôlés.

Arrêtez l'occupation.

Arrêtez le blocus.

Raccourcissez le service militaire.

Quiconque veut participer peut nous contacter.

Yesh Gvul

PO Box 6953, Jerusalem 91068
Hotline : 02-6250271, 03-5224118
Mail : peretz@yesh-gvul.org
Site : www.yesh-gvul.org

L'État palestinien sans délai *par Étienne Balibar**

Dans son discours du 4 avril dernier, le Président Bush a exigé un retrait « sans délai » de l'armée israélienne des territoires palestiniens envahis. Lui-même et ses conseillers ont précisé depuis que cette exigence devait être prise au pied de la lettre. En conséquence, tandis que le secrétaire d'État Powell musarde en Europe et en Afrique du Nord, Sharon renforce son cabinet de guerre et redéploie « Tsahal » en Cisjordanie de façon à concentrer le feu sur les villes et les camps de réfugiés, où l'on découvrira bientôt des charniers. Secondairement, les réservistes israéliens tombent dans des embuscades, et les attentats-suicides continuent. Dans les chancelleries, dans la presse, on s'épuise à suivre les méandres de la politique américaine, hésitant entre l'idée inquiétante que le patron ne sait pas se faire obéir et celle, encore plus inquiétante, qu'il s'agit d'un jeu concerté.

Mais pourquoi les pays européens, qui ont clairement dit que chaque journée, chaque heure de combats en plus comporte un péril de mort pour les populations palestiniennes et accroît l'insécurité des Israéliens, en faisant courir de graves dangers à la paix dans toute la région, ne reprendraient-ils pas l'initiative? Pourquoi ne prendraient-ils pas une initiative, si possible tous ensemble et à défaut séparément? Pourquoi ne demanderaient-ils pas sans délai la pleine reconnaissance internationale de l'État palestinien?

On peut invoquer des analogies historiques. On peut imaginer que Yasser Arafat, depuis ce réduit – quelques mètres carrés – qui lui suffit pour défier les chars et les avions, annonce enfin « unilatéralement » la création de l'État palestinien sur la totalité de la Cisjordanie et de Gaza, et exige de la communauté internationale qu'elle l'aide à en libérer le territoire. On peut rêver au retentissement, aux effets moraux et politiques d'une telle annonce, longtemps différée, brandie ou retirée aux fins de négociation, mais intervenant au moment le plus grave, celui du massacre et de la survie. Non pas depuis quelque Londres ou quelque Alger, mais du cœur même de la Palestine invaincue. On peut se dire que, s'il ne le fait pas, c'est qu'il ne le peut pas: soit que l'unanimité n'existe pas dans le peuple palestinien sur les modalités d'une telle proclamation, soit que lui-même ait besoin, pour cela, d'un autre environnement. Soit enfin qu'il lui faille une aide, un signe d'appui. Et pourquoi ce signe, cette aide ne viendraient-ils pas de l'Europe? Qui d'autre les donnerait aujourd'hui?

La création de l'État palestinien, aux termes des accords d'Oslo, aurait dû intervenir en décembre 1998 selon des modalités préparées en commun par le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne. Ce qui n'a pu être le cas en raison de la perpétuation du conflit dont la cause majeure est l'intensification de la colonisation israélienne. Le déclenchement de l'Intifada, l'escalade de la répression, le recours de certaines organisations de résistance aux attentats terroristes, la réplique disproportionnée d'Israël, et pour finir la mise en œuvre d'un plan d'invasion longuement préparé ont enterré ces perspectives. Est-ce à dire qu'il faut accepter le fait accompli et renoncer à franchir l'étape dont tout le monde convient qu'elle conditionne n'importe quel règlement durable?

Les Européens peuvent demander la convocation, non du Conseil de Sécurité pour une résolution de plus, mais de l'Assemblée Générale des Nations Unies pour qu'elle entérine la transformation de la « représentation palestinienne » en État membre, et propose sa reconnaissance par tous les autres. Ils peuvent demander que le Chef d'État de la Palestine soit rendu libre de ses mouvements. Ils peuvent demander que des élections sous contrôle international aient lieu au plus vite en Palestine pour reconstituer son gouvernement et confirmer sa légitimité – comme l'avait d'ailleurs suggéré il y a quelque temps M. Védrine dans un cadre juridiquement moins approprié. Ils peuvent exiger que toute occupation du territoire de la Palestine cesse immédiatement sous peine de sanctions internationales décidées par les Nations Unies et que les États « voisins » (à commencer par Israël) engagent avec lui des négociations pour sortir de l'état de guerre, régler les problèmes de frontières, de populations (dont les modalités ou les compensations du droit au retour), de ressources naturelles. Ils peuvent officialiser l'égalité de traitement entre représentants israéliens et palestiniens dans les instances internationales, les conférences et les représentations diplomatiques.

Les États-Unis peuvent difficilement s'opposer à une telle demande, sauf à proclamer qu'ils entendent exercer seuls la prérogative de médiation internationale, dans une perspective impériale, puisqu'ils viennent enfin, à plusieurs reprises, et par la voix de leur Président, de se déclarer favorables à la création de l'État palestinien, y compris dans l'enceinte des Nations Unies. Or si ce n'est pas maintenant, quand c'est devenu absolument nécessaire, ce n'est jamais. Il ne s'agit que de les convier à mettre en concordance leurs actes et leurs paroles.

Israël n'a cessé de prétendre que la raison pour laquelle ses opérations militaires (y compris les assassinats ciblés de responsables palestiniens, etc.) visaient en priorité les hommes, les installations et les dirigeants de l'Autorité Palestinienne, plutôt que les organisations qui revendiquaient ouvertement les attentats contre la population civile israélienne, c'est qu'en réalité l'Autorité palestinienne ne combattait pas le terrorisme et qu'il convenait de l'y contraindre. Les meilleurs esprits ont relevé à ce propos la contradiction qu'il y a à tenir une Autorité pour responsable des événements qui se produisent sur un territoire dont on lui dénie le gouvernement, sans parler de la contradiction qu'il y a à détruire un appareil d'État virtuel pour qu'il remplisse ses fonctions et ses engagements. La proclamation de l'État palestinien mettra Israël et les différentes forces politiques israéliennes au pied du mur: il faudra montrer si les opérations entreprises tendent à terroriser la population, provoquer un nouvel exode, atomiser la société palestinienne, préparer une nouvelle expansion de l'État hébreu, comme les faits semblent l'indiquer, ou bien si elles tendent à assurer la sécurité de sa propre population, comme continuent de le prétendre une partie au moins de ses dirigeants. Elle donnera à la direction palestinienne la possibilité de condamner les attentats suicides comme forme de lutte (une forme qui ne se confond pas avec l'exercice du

droit de résistance armée à l’oppression): non pas comme un «préalable» à l’octroi d’une reconnaissance, ou comme un aveu de culpabilité extorqué sous la menace d’anéantissement et la torture, mais comme le premier acte d’une souveraineté réelle. Et si l’on pense qu’Arafat a joué double jeu dans la question du terrorisme – quelles qu’en soient les raisons – il sera lui aussi au pied du mur.

Enfin la proclamation sans délai de l’État palestinien permettra à d’autres États, notamment les États arabes, de sortir de leur propre double jeu. Cela fait des années qu’ils combinent la surenchère et la prudence, proclamant le caractère sacré de la lutte de libération du peuple palestinien et l’appui inconditionnel de la «nation arabe» tout en s’efforçant de ne pas déplaire au grand protecteur américain, voire au puissant voisin israélien, ou – pour d’autres – armant l’OLP tout en cherchant à la déstabiliser de l’intérieur et à lui créer des concurrents qui seraient leurs clients. La proposition «saoudienne» reprise au sommet de Beyrouth (et qui dans son contenu n’a rien de nouveau, mais qui constituait un effort pour offrir un cadre diplomatique au cessez-le-feu) ne suffit pas par elle-même à mettre fin à ces contradictions. Dès lors que la Palestine est un État, même et surtout dont le territoire est occupé, ce n’est plus en son nom que l’on négocie des règlements régionaux globaux, en faisant parfois jouer un rôle de blocage aux intérêts particuliers (territoriaux, économiques, religieux) de tel ou tel État, mais c’est avec elle. Et c’est à elle que, dans un cadre de plein droit, on apporte au besoin une aide militaire, économique ou culturelle.

La reconnaissance, «sans délai», de l’État palestinien, c’est bien entendu une façon de dire publiquement à Sharon que son coup de force a échoué et échouera. Mais c’est aussi une façon de sortir des cercles vicieux. Il faut sortir du cercle vicieux d’une «médiation américaine» dont on attend le miracle, alors que les États Unis sont juges et partie, et que leur propre politique moyen orientale est prise dans la contradiction même qu’ils sont censés résoudre. Les Américains, tout autant que les Israéliens et les Palestiniens, ont besoin d’une «force extérieure» pour trouver une issue – pas n’importe laquelle évidemment. De même il faut sortir, et d’urgence, du cercle vicieux d’une «force d’interposition», de protection des populations, de séparation des combattants, que la France, entre autres, s’est déclarée disposée à constituer, alors que le terrain sur lequel elle devrait se déployer n’est occupé pour l’instant, de droit et de fait, que par un seul État souverain. Une telle initiative – une telle décision politico-diplomatique – n’est sûrement pas à elle seule, ou à long terme, la clé de la résolution de tous les problèmes que pose la coexistence de deux peuples à la fois infiniment proches, imbriqués l’un dans l’autre voire nécessaires l’un à l’autre, et séparés par les gouffres du nationalisme, de la souffrance infligée et reçue, de l’inégalité sociale. Mais c’est devenu la condition d’une sortie de la logique de guerre, des tergiversations mortelles, de l’impuissance collective. Allons, Français, Européens, un peu de logique, un peu d’audace!

* Professeur de philosophie politique à l’Université de Paris X Nanterre. Cet article est paru dans Libération du 11 avril 2002.



*L’un des signataires de «**Trop, c’est trop!**» nous a transmis début avril cet appel qu’il a reçu de l’un des Français présents à Ramallah dans le cadre des missions civiles de protection du peuple palestinien, Gérard Fay, géographe et président de France Palestine Sud*

À nos dirigeants silencieux et à nos familles

Nous, citoyens de différents pays, sommes venus en Palestine il y a plus de 15 jours, dans le cadre d’une mission civile pour la protection du peuple palestinien. Ces missions, organisées depuis juin 2001, visent à manifester un soutien actif au peuple palestinien dans sa lutte pour sa souveraineté, son identité et sa terre, à souligner l’inaction complice des institutions internationales et des gouvernements devant l’occupation israélienne qu’ils ont pourtant condamnée, à appuyer, par une mobilisation des peuples, une internationalisation de la question palestinienne, à appeler à la création d’une force de protection internationale pour le peuple palestinien.

La lutte des Palestiniens est singulière en effet parce qu’elle concerne au premier chef ce peuple et marque son histoire ; sa dimension universelle est pourtant claire : les millions de manifestants du monde arabe, mobilisés ces jours-ci, les peuples du Sud en général, ou, plus précisément, tous les peuples qui subissent la domination d’un modèle économique libéral, ne peuvent accepter un avenir où la majorité des hommes et des femmes est exclue au profit d’une minorité. Cette lutte globale est aussi, et depuis l’occupation israélienne, le combat des Palestiniens.

Notre engagement pour la protection du peuple palestinien nous a conduits ici à un moment dramatique

quand le symbole du peuple palestinien, son dirigeant élu, Yasser Arafat, était soumis, dans ses quartiers généraux, à un siège d’une violence inouïe. Débutée le 29 mars au soir, l’attaque du palais présidentiel a fait deux morts et plusieurs blessés en deux jours. Nous avons réussi à passer les barrages dans la ville de Ramallah, déserte et déjà dévastée, le 31 mars, pour pénétrer dans le palais présidentiel, où nous sommes depuis.

Le siège, qui n’a pas été levé, garde toute sa rigueur : pas d’eau courante, manque d’alimentation et d’hygiène, électricité et approvisionnement soumis à l’arbitraire de l’armée israélienne. En revanche, il nous semble que la focalisation

médiatique et diplomatique sur Ramallah a redonné un peu d’espace politique à Yasser Arafat, et rend visible la criminalité d’un assaut éventuel sur son quartier général. La menace d’une destruction imminente et d’une mort certaine pour les assiégés palestiniens a été écartée.

Notre présence ici fait aussi de nous des témoins privilégiés de la résistance et de la détermination palestiniennes. Elle nous a permis, et nous permet encore aujourd’hui, de contribuer à l’internationalisation de la mobilisation et de montrer à quel point le mouvement social peut révéler la persistance de la conscience politique des peuples face à leurs institutions défailtantes. Par

Appel paru dans Le Monde du 18 avril 2002

Mesdames et Messieurs les candidats à la présidence de la République,

La dignité humaine ne se partage pas. Or, les opérations militaires de l’armée israélienne dans les territoires palestiniens occupés débouchent sur des massacres et des humiliations que rien, nous disons bien, rien – y compris les attentats inacceptables commis par des kamikazes en Israël – ne peut justifier. Comme les Israéliens, les Palestiniens ont droit, eux aussi, à un État aux frontières sûres et reconnues.

- quel soutien concret compteriez-vous apporter à l’Autorité palestinienne et à son président Yasser Arafat pour l’aider à construire un État de Palestine vivant en paix avec son voisin israélien ?
- quelles positions concrètes compteriez-vous prendre vis-à-vis du gouvernement actuel d’Israël pour qu’il cesse de mettre en péril son peuple et son État par une fuite en avant qui ne peut déboucher que sur de nouveaux drames ?
- que compteriez-vous faire auprès de la communauté internationale pour empêcher le gouvernement actuel d’Israël de poursuivre une politique qui n’est ni irréflechie ni « folle », mais dont la logique et la cohérence sont celles d’une « purification ethnique lente » visant à empêcher la création d’un État palestinien au côté de l’État d’Israël et vivant en paix avec lui ?

*Les signataires de l'appel « **Trop, c’est trop !** » paru dans Le Monde du 30/12/01 et du 13/01/02 et sur le site internet de la Ligue des droits de l’Homme : www.ldh-france.asso.fr*

Soutiens : LDH Trop, c’est trop ! BP 600 75870 Paris CEDEX 18
e-mail ldh@wanadoo.fr

Cet appel a été envoyé aux candidats (à l’exception des deux candidats d’extrême droite) et publié dans la dernière semaine avant le premier tour de l’élection présidentielle, le peu de temps laissé avant l’élection explique l’absence de réponse de certains candidats.

Réponse d’Olivier Besancenot, candidat à l’élection présidentielle

Montreuil-sous-Bois, le 19 avril 2002

Chers amis,

En réponse à votre courrier du 15 avril, je souhaite vous indiquer que je partage totalement les objectifs de l’appel « **Trop, c’est trop !** », qu’un certain nombre de mes camarades (Alain Krivine, Roseline Vachetta ou Christian Picquet.) ont d’ailleurs signé. Comme vous, nous condamnons la politique du gouvernement de M. Sharon. Nous exigeons le retrait immédiat de ses forces armées des territoires palestiniens de Cisjordanie.

Nous préconisons un processus d’indépendance pour les territoires occupés en 1967, donc le démantèlement des colonies, afin que puisse naître un État palestinien viable et souverain, avec Jérusalem-Est pour capitale. Deux États aux frontières sûres et reconnues pour deux peuples : telle nous apparaît la condition d’une solution de justice pour un peuple trop longtemps nié dans son existence même, de l’instauration d’une véritable sécurité pour le peuple israélien, d’un avenir de coopération entre Palestiniens et Israéliens.

À votre première question, je répondrai qu’une gauche digne de ce nom, placée à la tête du pays, s’affirmerait disposée à reconnaître l’État de Palestine dès sa proclamation. Dans les conditions désastreuses où se trouve présentement le président de l’Autorité palestinienne, Yasser Arafat, elle enverrait immédiatement ses représentants auprès de lui à Ramallah, afin de manifester publiquement que l’entreprise en cours du gouvernement israélien représente une violation intolérable du droit international et des résolutions des Nations unies. Elle prendrait les dispositions, en concertation avec les organismes internationaux habilités, permettant de fournir à la population palestinienne l’assistance sanitaire et alimentaire d’urgence qui lui font tant défaut. À plus long terme, elle développerait toutes les formes possibles de coopération économique, éducative, culturelle avec les dirigeants élus par le peuple palestinien, afin d’aider ces derniers à bâtir un État laïc et démocratique.

Concernant votre deuxième question, nous sommes favorables à une pression maximale sur le gouvernement israélien. Ce qui passe par la suspension de l’accord d’association qui lie l’Union européenne à l’État d’Israël, et par l’interruption immédiate de toute fourniture de matériel militaire à une armée qui, non seulement se rend coupable d’une agression, mais commet des crimes de guerre. Je suis, à cet égard, indigné de la position des gouvernements de l’Union européenne, au premier rang desquels le gouvernement français, qui viennent de refuser de mettre en application la résolution du Parlement européen préconisant la suspension de l’accord d’association.

Enfin, je suis favorable au fait que les autorités de notre pays interviennent activement auprès de la communauté internationale afin qu’au plus vite une force de protection des populations civiles puisse se déployer, mettre un terme au drame en cours et rétablir les conditions d’une reprise de négociations véritables en vue d’une réelle issue politique.

En vous souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Chers amis, à l’expression de ma considération.

leur inaction, celles-ci se rendent complices de crimes, tels que les crimes de Jénine et de Naplouse, autant que de celui qui s’annonce à Bethléhem. La criminalisation du droit à la résistance du peuple palestinien contre l’occupation et l’oppression, droit pourtant inscrit dans la Convention de Genève, comme de celle de l’activité des mouvements civils de protection, manifeste l’illégalité de l’action de la coalition Sharon-Perès. A ce jour, le 15 avril 2002, environ 200 Internationaux ont été refoulés à leur entrée à l’aéroport de Tel Aviv. Plus encore ont été expulsés par les autorités israéliennes alors que leur présence en territoire autonome palestinien ne relève que de la juridiction palestinienne. Ce bouclage hermétique des Territoires a pour seul objectif d’écarter les derniers témoins des agissements

criminels d’Israël. Notre démarche de solidarité garde toute son actualité en ces jours terribles. L’action des Internationaux, comme celle de nos sociétés et de nos gouvernements, ne saurait souffrir aucun délai. La simple conscience de la dignité humaine et le respect des droits fondamentaux justifie aujourd’hui le maintien d’une présence des missions civiles de protection du peuple palestinien.

L’urgence de témoigner et de donner notre voix au cri du peuple palestinien demeure. Aussi bien choisissons-nous collectivement de rester à Ramallah et continuons-nous à attendre, le cas échéant, une relève. Même si nous choisissons que certains parmi nous, tous volontaires, rentrent dans leur pays d’origine pour nous y représenter, nous avons décidé ensemble de maintenir notre

mission, car elle n’a, malheureusement, rien perdu de son actualité et de sa nécessité. Nous appelons donc largement des volontaires de tous les pays et de tous les horizons sociaux à se rendre en Palestine pour manifester leur solidarité, contribuer à arrêter la machine criminelle d’Israël, révéler devant le monde l’abaissement sans précédent de la société israélienne.

Quant à la démission permanente de nos institutions, elle vous appelle tous à vous mobiliser, là où vous êtes, à faire pression sur vos élus, à manifester votre indignation, à boycotter tous les produits israéliens et, si vous le pouvez, à venir nous rejoindre en Palestine.

La Revue

d’études

palestiniennes

a publié dans

son numéro 83
nouvelle série, printemps 2002

un article de

Madeleine

Rebérioux

expliquant

l’histoire

de l’appel

« Trop, c’est trop ! »

Convergences Palestine/Israël

Depuis le début de la seconde Intifada, à l’automne 2000, les prises de position en France se sont multipliées pour dénoncer la répression violente de l’État d’Israël contre les populations civiles palestiniennes. En Palestine et en Israël aussi, des femmes et des hommes en appellent fortement à la nécessité de se référer rigoureusement au droit international et aux principes des droits de l’homme qui le fondent. Ils en appellent à restaurer la politique contre les logiques ethno-religieuses. Ils sont longtemps restés inaudibles. Leurs actions commencent à peine à trouver un écho.

Au débouché des accords d’Oslo désormais lettres mortes, les Palestiniens tant en Palestine qu’en Israël ont été dissociés d’eux-mêmes et des autres, exclus, en termes de droits politiques, économiques, sociaux. Les Palestiniens des « territoires » sont encerclés, partagés, immobilisés, paupérisés, spoliés. Une politique d’écrasement et d’humiliation des forces politiques et de la représentation légitime de l’Autorité palestinienne est désormais en cours.

Aujourd’hui, les Palestiniens se voient abandonnés, et les Israéliens qui militent contre la colonisation et ses violences sont encore marginalisés par la capacité du discours étatique à faire fonctionner d’efficaces ressorts de légitimation auprès du grand public israélien. Pourtant le mouvement qui s’oppose à cet état de fait va croissant et ses modes d’action se diversifient. Son avenir repose en grande partie sur la manière dont il sera relayé et rendu visible à un niveau international.

C’est pourquoi un collectif s’est constitué en juin 2001. Il s’est donné pour objectif de mener une série de rencontres afin d’exposer publiquement les faits en Palestine/Israël. Composé notamment des

revues de pensée critique Transeuropéennes, Intersignes, Lignes, Revue d’études palestiniennes, des éditions La Fabrique et La Découverte, de la Ligue des droits de l’Homme et de la Fédération internationale des droits de l’Homme, il se propose d’offrir une audience à des personnalités israéliennes et palestiniennes de la société civile. Parce qu’ils conduisent, à partir d’une expérience ou de compétences spécifiques, un travail d’observation et d’analyse des données locales, ces chercheurs et universitaires, professionnels de terrain, militants d’ONG et artistes permettront de dépasser le registre du débat d’opinion et d’apporter de nouveaux éléments d’information, de réflexion et d’action.

Dans le droit fil de la dynamique de convergence qui a donné naissance au collectif invitant, il s’agira aussi de rendre visible l’existence possible et effective de « convergences » entre des individus et des organisations issus d’Israël comme de Palestine soucieux d’affirmer une perspective politique commune.

Les membres du collectif : Étienne Balibar, philosophe *Transeuropéennes* ; Fethi Benslama, psychanalyste, directeur des *Cahiers Intersignes* ; Alain Brossat, philosophe *Lignes* ; Alice Cherki, psychanalyste *Intersignes* ; Driss El Yazami, secrétaire général de la FIDH et vice-président de la LDH ; Goran Fejic, expert auprès des Nations Unies, écrivain ; Ghislaine Glasson Deschaumes, directrice de la revue *Transeuropéennes* ; Patrick Gufflet, directeur du Théâtre Paris-Villette ; Hafid Hamdi Cherif, universitaire, Paris ; Kamel Hamouda, physicien, Paris ; Éric Hazan, éditeur La Fabrique ; Rada Ivekovic, philosophe *Transeuropéennes* ; Alain Joxe, directeur d’études EHESS – CIRPES ; Joëlle Marelli, traductrice ; Nadia Tazi, rédactrice en chef *Intersignes* ; Emmanuel Terray, professeur d’anthropologie

avec les éditions La Découverte, la *Revue d’études palestiniennes* et le soutien du Ministère des Affaires étrangères, du Théâtre Paris-Villette et de l’hebdomadaire *Télérama*.

Adresses utiles

Associations israéliennes et palestiniennes membres de la Fédération internationale des droits de l’homme (FIDH) :

ACRI - Jerusalem
P.O.B. 35401 Jerusalem, Israel 91352
Tel : 02 652-1218 / Fax : 02 652-1219
<http://www.nif.org/acri>

B’Tselem - Jerusalem
8 HaTa’asiya St. (4 th Floor),
Jerusalem 93420, Israel
Tel : 02-6735599 / Fax : 02-6749111
<http://www.btselem.org>

Palestinian Center for Human Rights - Gaza
Raji Sourani, Director
29 Omar El Mukhtar St., El Remal, PO
Box 1328, Gaza, Gaza Strip
Tel/Fax : 082 824 776 / 082 825 893 /
082 823 725
Raji’s Mobile : 059 412 919
www.pchrgaza.org

LAW - Jerusalem
Khader Shkirat, Director
Chawki Issa, Executive Director
P.O.Box 20873, Jerusalem
Tel : 02 583 3430 / 583 3530 /

583 3537 / Fax : 02 583 3317
<http://www.lawsociety.org>
Khader’s Mobile : 054 787 420
Chawki’s mobile : 050 219 747

Autres associations israéliennes et palestiniennes :

The Public Committee Against Torture in Israel - Jerusalem
Hannah Friedman, Executive Director
Tel. 972-2- 5630073 /
Fax. 972-2-5665477
Hannah’s mobile : 056 556 442
Home : 02 624 3734

Al Haqq – Ramallah
Main St., Ramallah, P.O. Box 1413,
West Bank, Palestinian Authority
Tel : 02 2956421 ou 2954646 /
Fax : 2 2954903
<http://www.alhaq.org>

Arab Association for Human Rights – Nazareth
Mary’s Well Street - PO Box 215 -
16101 Nazareth
Tel : 04 6561923 / Fax : 04 656 4934
<http://www.arabhra.org/>

Gaza Community Mental Health Programme
P.O. Box 1049, Gaza, Palestinian
Authority

Tel : 7 2865949 or +972 7 2824073 or
+972 7 2825700 /
Fax : +972 7 2824072
www.gcmhp.net
Director(s) : Dr Eyad El-Sarraj,
Chairman of the Board of Directors
Contact person(s) : Dr Ahmad Abu
Tawahina, Executive Director

Al Mezan Center for Human Rights – Gaza
P.O. Box 2714, Main St., Jabalia Camp,
Gaza Strip, Palestine
Tel. 00972 (o) 8 2453555 /
Fax 00 972 (o) 8 2453554
<http://www.mezan.org>

Adalah - The Legal Center for Arab Minority Rights in Israel - Shfaram
Ghassan Jabereen, Director, or
Rina Rosenberg
Main Office : PO Box 510 Shfaram
20200 ISRAEL
Tel : 04-950-1610 / Fax : 04-950-3140
Negev Office : 28 Reger Ave, Room
35, Beer Sheva
Tel : (972)-8-655-0740 /
Fax : (972)-8-665-0853
www.adalah.org

Physicians for Human Rights -Israel (PHR)
P.O.B. 592 - Tel Aviv 61004
Tel : 03-566-4526 / Fax : 03-566-2527

«Miri» Miri@phr.org.il
New website : www.phr.org.il
New e-mail address : mail@phr.org.il

Alternative Information Center (AIC)
Co-Directors : Michael Warschawski,
Adel Samara P.O.B. 31417, 6 Koresh
St., Jerusalem,
Tel : 02-6241159 / Fax : 02-6253151
(In Bethlehem : Tel : 02-740585)
E-mail : aicmail@trendline.co.il /
Web : <http://www.alternativenews.org>

Israeli Committee Against House Demolition
Coordinator : Jeff Halper
icahd@zahav.net.il
Tel : 972 50 651 425.

La Paix Maintenant
Adresse du site francophone :
<http://www.lapaixmaintenant.org/>
Site web en Israël :
<http://www.peacenow.org.il/>
Adresse : PO Box 29828, Tel Aviv,
Israel
Telephone : 972 3 566 32 91,
972 2 566 06 48 Fax : 962 3 566 32 86

Femmes israéliennes et palestiniennes
Palestinian and Israeli Women
Adresse du site :
<http://www.batshalom.org/>

Compte rendu de la première session

Cartographies de l’affrontement - 15 mars 2002

avec
Discutant : Alain Joxe, directeur d’études (EHESS – CIRPES)
Modératrice : Ghislaine Glasson Deschaumes, directrice de la revue Transeuropéennes

Première partie

Première séquence : circuler, habiter

Shmuel Groag, architecte urbaniste, ONG Bimkom (Jérusalem)
« La planification comme outil politique (à partir du plan d’expansion de la colonie ‘Maale adumin’ et de la route de contournement entre les colonies de ‘Ofra’ et de ‘Beitel’) »

Ihab Abou Gosh, avocat, The Jerusalem Legal Aid Centre (Ramallah)
« L’extension de la colonie de ‘Maale adumin’ : la question du fondement en droit et la légitimation ex-post (contribution écrite) »

Khader Shkirat, directeur de Law (Jérusalem) :
« Habiter : l’enjeu politique et stratégique de la maison »

Deuxième séquence : enfermement, rencontres

Dr Eyad El Sarraj, directeur du Gaza Mental Health Centre (Gaza) (sous réserve)
« Les effets psychologiques et psychiatriques de l’enfermement (à partir de l’exemple de la Bande de Gaza) »

Lina Yassin, ONG Ta’ayoush (Jérusalem) :
« Forcer les barrages : une action militante »

Deuxième partie

Troisième séquence : terre, territoire, identité

Oren Yiftachel, géographe, Université Ben Gurion (Beer-Sheva)
« La montée (et la chute ?) de l’« ethnocratie » israélienne : les conséquences de la judaïsation de la Palestine (tant en Israël que dans les Territoires occupés) »

Dr Jamal Zahalka, directeur de Ahali (Nazareth)
« L’absence de ville arabe en Israël et ses conséquences pour la société israélienne »

Quatrième séquence : terres, territoires, négociations

Jan de Jong, conseiller stratégique au département palestinien des négociations (Jérusalem)
« Territoires en négociation : qu’est-ce qui est en négociation ? »

Intervention de Shmuel Groag

Urbaniste et architecte israélien, militant de l’association Bimkom, Shmuel Groag a commencé son intervention par un rappel des grandes lignes de la réalité de la colonisation, avant d’en venir à une analyse fine, sur la base de cartes géographiques, du cas de la colonie « Maale adumin », censée ceinturer Jérusalem Est et la priver de toute possibilité de développement et d’extension territoriale, économique, urbaine.

La réalité de colonisation est celle d’un contrôle serré du territoire, aux moyens de deux outils : la terre propriété de l’État d’Israël et les colonies. Lorsqu’on parle de la Cisjordanie ou de Gaza, c’est l’image du gruyère qui vient à l’esprit : un territoire de mitage, au sens géographique du terme, où les populations sont étroitement imbriquées, et où il s’agit de les séparer par la planification et par les routes de contournement. Le principe de base de la planification israélienne est d’encercler les zones de peuplement palestinien et l’empêcher la croissance des centres urbains palestiniens. Ainsi a-t-on un double système de contrôle du territoire : réel (contrôle effectif de 44 % de la Cisjordanie par la rupture de toute continuité territoriale, limitation de la liberté de circulation, contrôle de l’accès aux ressources vitales, et à l’eau notamment) et virtuel (définition de frontières municipales très étendues autour des colonies de peuplement effectivement urbanisées, et qui garantissent aux colons israéliens un espace vital et de croissance économique très étendu). Ces stratégies d’encercllement combinées à celles de la discontinuité territoriale pour les Palestiniens (et de la continuité territoriale à travers les routes de contournement, pour les Israéliens) créent une politique d’enclaves palestiniennes.

Shmuel Groag a mis en lumière le maquis juridique qui sert de toile de fond à la colonisation. Souvent, les colonisations se font au nom d’impératifs militaires, pour être ensuite transformées en zones de peuplement civiles, par un tour de passe-passe juridique contre lequel ne cessent de lutter côte à côte des associations palestiniennes (comme The Jerusalem Legal Aid Centre, de Ihab Abu Gosh) et des associations israéliennes (comme Bimkom, notamment).

Rappelant pour mémoire, s’il était besoin, que le nombre de colons en Cisjordanie et à Gaza a doublé entre le moment de la

Sur le thème « Cartographies de l’affrontement », la première session du collectif « Convergences Palestine/Israël » a eu lieu le 15 mars 2002 au théâtre Paris-Villette, avec le soutien du Ministère des Affaires étrangères et l’appui de l’Établissement Public de la Grande Halle et du Parc de la Villette. Cette séance, comme l’ensemble du travail du collectif, s’est située dans le cadre d’un partenariat avec l’hebdomadaire *Télérama*.

Ouverte au public sur inscription, la séance a accueilli une centaine de personnes venues écouter six intervenants israéliens et palestiniens, dont les propos étaient interprétés de l’anglais vers le français en simultané.

En ouverture de la séance, Ghislaine Glasson Deschaumes, a rappelé les principes qui président au travail du collectif « Convergences Palestine/Israël ». Il se compose d’individus, qui assument la responsabilité intellectuelle du projet, de revues d’idées, de maisons d’édition, d’associations de droits de l’Homme. Il a pour objectif d’ouvrir une scène où les faits de l’affrontement et de la colonisation puissent être exposés par le détail. Il vise à montrer que des convergences existent entre Israéliens et Palestiniens, mais qu’elles ne sont pas toujours visibles, et il entend créer l’espace d’une discussion appuyée à la connaissance serrée des terrains du conflit. Il se propose enfin de sortir du débat d’opinion qui prévaut en France, et de la polarisation autour des logiques ethnico-religieuses. Bref, il s’agit d’en revenir à la politique.

Elle a invité à se situer dans une certaine distance, et de privilégier la tenue dans la réflexion et dans le dialogue, le collectif s’attachant moins à commenter l’actualité brûlante qu’à l’éclairer par une information en profondeur. Enfin, elle a signalé que le travail du collectif est une pierre au côté de beaucoup d’autres initiatives en France et en Europe.

Avant de donner la parole aux intervenants, Ghislaine Glasson Deschaumes a exprimé les vifs regrets du collectif du fait de l’absence de trois participants palestiniens. Ihab Abu Gosh n’a pu quitter Ramallah assiégée dans les jours précédents ; Dr Eyad Es-Sarraj, de Gaza, n’a pu obtenir l’autorisation de sortir de Gaza par les autorités israéliennes, le point de passage d’Eretz étant fermé depuis deux mois et l’Ambassade d’Israël en France, saisie la semaine précédant la réunion sur son cas, n’ayant pas donné suite. Quant à Khader Shkirat, il lui a été impossible de quitter Jérusalem Est, par solidarité avec les 55 Palestiniens de l’organisation LAW qu’il dirige, interdits de toute circulation.

signature des accords d’Oslo et aujourd’hui, il a terminé son intervention en expliquant que, dans l’imaginaire du public israélien, chaque espace vide est supposé être un espace disponible pour les Israéliens.

Intervention d’Ihab Abu Gosh

Le texte de cette intervention, écrit avec émotion durant le premier siège de Ramallah en mars, a été communiqué à Shmuel Groag par l’un des collaborateurs du Jérusalem Legal Aid Center et lu par Ghislaine Glasson Deschaumes. Il fait état de la situation de détresse des Palestiniens sous le siège, et met l’accent sur le fait que la campagne israélienne du moment a pour fonction de légitimer l’occupation plutôt que d’y mettre fin.

Depuis Camp David, Ihab Abu Gosh rappelle que près de 1 000 civils ont été tués, parmi eux des dizaines d’enfants de moins de 15 ans, près de 4 000 maisons détruites, et des milliers d’hectares de plantations déracinées (oliveraies, vergers) sur ordre du gouvernement israélien. Il rappelle que 79 *check points* segmentent les Territoires occupés en 124 cantons discontinus entre eux.

Il revient plus précisément sur quelques données géographiques et territoriales de cette réalité : « près de 200 implantations, avec leur réseau de routes de contournement, ont divisé les Territoires occupés en cantons de densité de population variable, qui ne disposent d’aucune base de développement, ne maîtrisant pas l’accès aux ressources d’eau, les frontières ou tout autre élément essentiel au développement socio-économique ». Il revient sur la carte consécutive aux accords d’Oslo où la zone A, placée entièrement sous le contrôle de l’État d’Israël (pour les questions incluant la sécurité, la planification, l’urbanisation et la construction) et représentant 60 % des Territoires, la zone B, où les Palestiniens ont une responsabilité partielle et qui constitue 22 % des Territoires, et la zone A, où les Palestiniens avaient pleine responsabilité, et qui représentait 18 % des Territoires.

Intervention de Lina Yassin

Sous le titre *Ta’ayush : Challenging the Maps* (Ta’ayoush, un défi aux cartes), Lina Yassin a présenté l’association où elle milite et ses actions en termes de transgression de frontières. Le terme arabe *Ta’ayoush* signifie en arabe « vivre en partenariat », ce qui implique une coexistence active, et non une cohabitation de deux entités séparées. Est ici fait référence à un rêve, un désir d’un partenariat judéo-arabe. Ta’ayoush est la première organisation réunissant des Arabes et des Juifs en Israël à porter un nom arabe. Il faut y voir la volonté de mettre en pratique l’égalité, et de mettre fin aux logiques « accueillants-accueillis, occupants-occupés » en Israël même. L’association a été créée après les événements d’octobre 2000, après que 13 Palestiniens citoyens d’Israël eurent été tués lors de leur mouvement de soutien au peuple palestinien de Palestine lors de l’Intifada Al Aqsa. L’association appelle à la fin de l’occupation en Palestine et à une égalité civique totale entre Arabes et Juifs d’Israël.

Deux types d’actions sont menés par Ta’ayoush.

Dans les Territoires occupés, l’association organise des convois de ravitaillement (nourriture, vêtements, jouets) dans des villages coupés de la circulation. Le premier convoi est allé dans le village de Haris, et plusieurs autres ont suivi ensuite. Il s’agit, tout en apportant de l’aide aux populations, de défier la réalité des frontières, des *check points*, des barrages routiers, du siège et de l’enfermement. L’association a également organisé une visite au Président Arafat, bloqué à Ramallah.

En Israël, le travail de Ta’ayoush, autour des idées de Paix et égalité, se concentre sur les « villages non reconnus ». Il s’agit de villages palestiniens en Israël qui ont été déclarés en 1965 « terres agricoles », et dans lesquels rien ne peut être construit, y compris des routes d’accès, des infrastructures électriques, canalisations d’eau, etc. Une constante pression est faite sur les habitants de ces villages pour qu’ils abandonnent leurs maisons. Le soutien de l’association s’est tout d’abord porté sur le village « non reconnu » de Dar Al Hanoun, dans Wadi ‘Ara, à la frontière de la Ligne verte. L’association apporte par ailleurs son soutien à Azmi Bishara.

En conclusion, Lina Yassin a rappelé la difficile posture des mili-

tants palestiniens d’Israël du mouvement Ta’ayoush : ils sont doublement marginalisés, par les Israéliens parce qu’ils sont Palestiniens, par les Palestiniens parce qu’ils sont citoyens d’Israël.

Intervention d’Oren Yiftachel

Portant sur l’analyse de « l’État d’Israël en tant qu’ethnocratie » et sur le processus de « judaïcisation de la Palestine », l’intervention d’Oren Yiftachel s’appuie sur une ample étude comparative des régimes ethnocratiques à travers le monde, et sur un travail pointu d’analyse géographique et cartographique des rapports de l’État d’Israël à la terre et à la planification. Il a tout d’abord rappelé les principes des régimes ethnocratiques, qui font prévaloir l’appartenance ethnique sur la citoyenneté, et subordonnent à elle la distribution des ressources et du pouvoir. Les régimes ethnocratiques résultent de la combinaison de trois éléments : le colonialisme, l’ethnonationalisme et la logique ethnique du capital. Elle se caractérise par une structure et un mode de ségrégation organisés en fonction des classes ethniques. On trouve de tels régimes en Estonie, au Sri Lanka et en Malaisie. Le cas d’Israël illustre également ce processus de fabrication d’un régime ethnocratique. Il s’est développé autour du projet central, et mono-ethnique, du sionisme consistant à judaïser Israël/Palestine. Cette stratégie a été mise en œuvre à travers la terre, les colonies, l’immigration et les politiques militaires, et a créé une géographie politique stratifiée, ségréguée. Ce projet a entraîné une rupture avec les frontières de l’État, du fait de l’implication croissante de la communauté juive mondiale dans le gouvernement israélien, et il a par conséquent mis au second plan l’égalité citoyenne, la souveraineté populaire et les principes démocratiques. Plus particulièrement, le projet de judaïcisation a entraîné une dépossession des Arabes Palestiniens, mais a également modifié les relations entre les classes ethniques juives, et en particulier entre les Ashkenazi-Mizrahi et les orthodoxes séculiers.

En Israël le discours et l’espace se constituent l’un l’autre dans un processus sans fin de construction sociale. L’analyse fine des cartes a donc constitué le point de départ de la contribution d’Oren Yiftachel, centrée sur la géographie politique d’Israël.

Intervention de Jamal Zahalka

A travers une méditation initiale sur le sinistre destin subi par des livres de Virgile lors de l’évacuation de 1948 ou encore, plus tard, confisqués au Khalil Sakakini Centre de Ramallah et désormais conservés à l’Université Hébraïque de Jérusalem Ouest, Jamal Zahalka a introduit son auditoire aux enjeux culturels de l’occupation et de la colonisation, faisant le lien entre développement urbain et rayonnement culturel. En 1946, 35 % des Palestiniens vivaient dans ces villes. Jaffa (aujourd’hui Haïfa) était un centre urbain dynamique, ouvert sur le monde et le progrès (tandis que Jérusalem, Naplouse, Hébron étaient des villes plus fermées et conservatrices). Après 1948, le projet de vie urbaine palestinienne a été littéralement fauché. On parle souvent de la tragédie des paysans palestiniens, sous-estimant le désastre qu’ont connu les villes, dont la tragédie a été totale. Les Palestiniens se sont trouvés privés de leurs élites urbaines. Depuis lors, la politique israélienne consiste à bloquer le développement urbain des Palestiniens, tant dans les Territoires occupés qu’en Israël. Il en va ainsi de Nazareth, dont le statut de gros village opulent ne fait pas problème, mais que l’on ne laisserait pas advenir en tant que ville, avec les implications d’un tel phénomène sur la conscience nationale et le développement.

Il y a une véritable **absence de ville** palestinienne en Israël. Cette absence a des conséquences graves sur la culture des Palestiniens : pas de création romanesque (qui est l’*éros* de la bourgeoisie), pas de création musicale.

Jamal Zahalka a conclu en exprimant son désarroi par rapport au fait que « les juifs d’Israël ont évacué leur identité arabe ». Ils tournent le dos au Moyen-Orient. Ils sont dans un refus total.

Dans les questions qui ont suivi l’intervention de Jamal Zahalka, une sociologue a pointé le rôle important des Palestiniens dans le développement de Beyrouth. La modératrice a aussi fait le lien entre la stratégie d’enfermement dans « l’esprit du bourg » décrite par le philosophe Radomir Konstantinovic comme clé de l’ethnonationalisme, et rappelé la haine de l’urbain (siège de Sarajevo, destruction

de Mostar, etc.) qui s’est manifestée notamment en Bosnie-Herzégovine par les tenants de la purification ethnique.

Lors de sa réponse, Jamal Zahalka a rappelé que ce qui se passe à Ramallah n’est pas une « violence mutuelle » mais une « lutte pour la libération », où les Palestiniens n’ont malheureusement rien à perdre. Il a enfin conclu par ces mots : « Les Palestiniens ne sont pas contre les juifs. Ils sont prêts à un compromis historique, mais ils ne veulent pas pour autant y compromettre leur propre histoire. »

Intervention de Jan de Jong

Jan de Jong a parlé depuis sa posture de géographe (et historien de la géographie) et de conseiller de l’Autorité palestinienne pour la planification. Il a centré son intervention dans un premier temps sur ce qui était en négociation à Camp David et Taba. Son argumentation a reposé sur le lien entre le territoire et le potentiel de développement économique qu’il offre, ou n’offre pas. Un État viable est un État dans lequel vivre fait sens, et qui a un potentiel de « métropolisation ». Sans métropole pour l’État palestinien, il n’est pas d’État viable. Compte tenu du caractère détaillé et très visuel de son exposé, et en l’absence pour l’heure d’une contribution écrite, il n’est guère possible que de donner les grandes lignes de son intervention.

A Camp David, l’État d’Israël a fait la proposition d’une rétrocession de 90 % de la Cisjordanie et de Gaza, et de 90 % de Jérusalem. Le refus palestinien a porté sur ce que représentent **effectivement** les dix pour cent restants. Ils segmentent le futur État palestinien en trois zones distinctes, séparées les unes des autres par de vastes zones de peuplement israélien et par des routes de contournement. Les dix pour cent restant rendent impossible la création d’un État viable, en termes économiques, sociaux, etc. A Taba, 95 % des Territoires de la Cisjordanie et de Gaza étaient rétrocédés, mais les 5 % restant demeurent problématiques. Jérusalem Est reste coincée, on la prive de tout arrière-pays qui pourrait signifier à terme le développement d’une métropole palestinienne réellement prospère.

D’une manière générale, il y a un blocage du développement urbain. Une ville comme Ramallah est encerclée par les colonies, sans possibilité de s’étendre. Dans la Jérusalem arabe, comme les gens ne peuvent pas construire à côté de leurs maisons, derrière, etc., ils doivent construire sur leurs propres terres d’élevage ou de plantation, qui disparaissent ainsi. On peut appeler cela un processus d’« encapsulage des populations ».

Négociations territoriales et contrôle effectif sur le développement économique sont donc intrinsèquement liés. Et l’on ne peut réfléchir aux solutions pour la paix sans garder à l’esprit cette donnée.

Intervention d’Alain Joxe

En conclusion, Alain Joxe a tout d’abord rappelé que l’un des objectifs du collectif, qui est d’accumuler du matériel descriptif et d’information, a été atteint. Il a pointé la contradiction entre la conjoncture, qui va dans le sens de la dissociation des populations, et les représentations d’une Palestine binationale qui ressortent de la lecture des cartes. D’une certaine manière, le processus de colonisation a été à l’encontre du projet d’un État sioniste, puisqu’il a produit entre les populations d’infinis points de contact, et qu’il a entraîné une extrême imbrication des populations. Ainsi, au vu des cartes, il ne semble pas qu’il puisse y avoir de séparation sans un massacre militaire. La victoire militaire n’a jamais garanti la négociation d’une paix viable, et le risque encouru est que tous les Palestiniens soient transformés en « banlieusards pauvres ». Nous sommes dans une impasse violente, avec le risque d’une expulsion généralisée, la difficulté pour Israël de mener une politique durable vu le statut instable de son régime, type «^{IV}e République française ». L’intromission active de l’Europe et des États-Unis semble encore loin.

Synthèse réalisée par G. Glasson Deschaumes

Programme de la deuxième session

Inventaire comparé des droits - 12 avril 2002

avec

Modérateur : *Driss El Yazami*, secrétaire général de la FIDH et vice président de la LDH

Première partie

Première séquence : systèmes juridiques et défense des droits de l’Homme

Dr Aeyal Gross, juriste, Association for Civil Rights in Israël, Université de droit de Tel Aviv

Droits de l’Homme et conflit armé

Bernard Botiveau, Institut de recherche et d’études du monde arabe et musulman (IREMAM), chercheur au CNRS (Aix en Provence)

Autorité et société palestinienne face au droit

Deuxième séquence : clivages et discriminations dans la société israélienne

Hassan Jabareen, avocat, directeur de Adalah, The Legal Center for Arab Minority Rights in Israel (Shfaram)

Droit, histoire et politique : le cas des palestiniens en Israël

D^r Yossi Yona, enseignant en philosophie politique, directeur du centre de formation des enseignants, Université Ben Gurion du Negev

Inégalités et discriminations dans la société israélienne

Ameer Makhoul, directeur de l’association Ittijah-Union of Arab Community Based Associations (Haïfa)

Les palestiniens en Israël : du groupe au peuple

Deuxième partie

Troisième séquence : y a-t-il un apartheid israélien ?

Ayman Rabi, ingénieur, Palestinian Hydrology Group (Jérusalem)

Le droit à l’eau

Khader Shkirat, directeur de Law (Jérusalem)

Y a-t-il un apartheid israélien ?

Compte rendu sur les sites suivants :

<http://www.transeuropeennes.org>
<http://www.fidh.org>
<http://www.ldh-france.asso.fr>
<http://www.lafabrique.fr>

Prochaine session

« Imaginaires et représentations »
le vendredi 24 mai 2002 de 14 h 00 à 19 h 00
(sur inscription uniquement)

Théâtre Paris-Villette

Parc de la Villette

211, avenue Jean-Jaurès

75019 Paris

(Métro Porte de Pantin

Parking du Zénith)

Inscriptions à :

Convergences

Palestine/Israël,

aux bons soins de la LDH

138, rue Marcadet - 75018

Paris. fax : 0142 55 51 21

Pour tout renseignement :

convergencescom@hotmail.com

Sessions suivantes

« Réfugiés, diasporas, migrations »
le jeudi 20 juin 2002

« Quelles convergences pour la paix ? »
le vendredi 21 juin 2002

19



CRIMINEL DE GUERRE EN EXERCICE

La communauté internationale est complice des crimes de guerre accomplis, en toute impunité, chaque jour, sur ordre d'Ariel Sharon. Nous ne pouvons rester spectateurs sans rien dire ni rien faire. Nous soutenons les Israéliens et les Palestiniens qui ont le courage de dire non.

Exigeons de nos gouvernements que les droits fondamentaux des peuples et des personnes soient respectés.



fidh
Fédération Internationale
des Ligues des Droits de l'Homme

© Myriam Witte